16e année - Nouvelle série

c.m.
revue mensuelle

N° 136 — Octobre 1985

DEPOLITISEE, LA JEUNESSE?
Des réponses de **Eric Remacle** et **Françoise Nice**

Anticommunisme
Des réflexions de M. Liebman et R. Milliband

Ernst Bloch
ou l'utopie concrète, par F. Wuilmart

Relations URSS/tiers monde
par D. Simonis et C. Braeckman

cahiers marxistes

Sommaire

Eric Remacle
Moi, jeune — eux, jeunes. Dialogue pour changer la vie p. 1

Françoise Nice
Soliloque pour une nouvelle citoyenneté p. 11

Pierre Ergo
Belgique 2000 : bonjour la sénescence ? p. 21

Rosine Lewin
Les jeunes d'hier p. 22

Marcel Liebman et **Ralph Milliband**
Réflexions sur l'anticommunisme p. 26

Françoise Wuilmart
Ernst Bloch ou l'utopie concrète p. 36

URSS/tiers monde, quelles relations ? p. 47

Dominique Simonis
Les relations URSS/tiers monde : aspect économiques p. 48

Colette Braeckman
L'aide à l'Ethiopie : faire la part de l'idéologie p. 59

Christian Vandermotten
Notes sur la revue Nord-Sud p. 62

Photos de couverture *Jo Clauwaert.*

Comité de patronage :
Jean Blume, Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart, René Noël, Roger Somville.

Comité de rédaction :
Jacques Aron, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Pascal Delwit, J.M. De Waele, Anne Drumaux, Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, J.J. Heirwegh, J.-P. Keimeul, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc Rayet, Claude Renard, Christian Vandermotten, Benoit Verhaegen.

Rédacteur en chef : Rosine Lewin.

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte.

ERIC REMACLE *

Moi, jeune — eux, jeunes
Dialogue pour changer la vie

Bof generation ? No future ? L'Année Internationale de la Jeunesse est évidemment l'occasion de faire le point sur les réalités des jeunes de 1985, leurs aspirations, leurs luttes. Une question interpelle particulièrement le militant que je suis et que beaucoup de communistes sont : les jeunes seraient dépolitisés, indifférents à tout engagement, individualistes.

C'est sur ces thèmes que je vous propose de réfléchir, au-delà des clichés, tout en traçant des perspectives. Car il ne s'agit pas seulement d'analyser les jeunes du haut d'une nébuleuse, mais de chercher dans leur situation actuelle et dans leurs lutte les ferments de la nouvelle société que nous voulons pour demain. En quelque sorte une réflexion d'un militant jeune sur l'engagement des jeunes... (1).

DES REALITES ET DES ASPIRATIONS

« Que faites-vous dans la vie — Rien ». Résumée ainsi, la situation du jeune chômeur révèle brusquement le rôle de la valeur-travail dans notre société : le travail y est non seulement « un facteur de production et une source de revenus (...), il fonde aussi l'utilité sociale de chacun » (2). La vie hors-production, fondée sur la société de consommation, n'apporte que solitude, mode de vie superficiel, perte de contacts humains, perte de personnalité, nivellement, conformisme. Une situation qui était sans doute peu perceptible lorsque la classe ouvrière avait à lutter avant tout contre l'aliénation du travail, ou lorsque le spectre du chômage ne planait pas sur les économies capitalistes des « Golden Sixties ». Survient la crise, le chômage massif et de longue durée. Pour des centaines de milliers de jeunes, des millions à l'échelle de la CEE, l'existence est un vide, tant au niveau de la production que hors-

* Eric Remacle est président de la Jeunesse communiste.

(1) Afin de ne pas répéter inutilement des choses qui ont été très bien dites ailleurs, nous conseillons au lecteur de se référer au très bon article de Pierre Ergo, *Les jeunes, cet autre « problème de l'énergie »*, dans les *Cahiers marxistes* de janvier 1980. Les documents préparatoires au 8e Congrès de la Jeunesse communiste de Belgique (Tournai, avril 1981) nous ont également servi de source de réflexion.

(2) Rudolf Rezsohazi, *Le travail des jeunes : sens, valeurs et attentes,* dans *Le chômage des jeunes. Défi aux chrétiens*, Bruxelles, Vie ouvrière, 1984, p. 17.

production. Après l'aliénation du travail, le capitalisme a inventé l'aliénation par le chômage, et l'aliénation du temps libre. Le capitalisme nie l'individu, il l'écrase, voilà qui n'apparaît guère dans la propagande de M. Gol.

Cette triple aliénation, cette triple frustration individuelle et collective, renforcée par la crise, frappe les jeunes de plein fouet. Plus sensibles, plus vulnérables, moins protégés socialement, plus fragiles psychologiquement, les jeunes sont aussi plus prompts à réagir, moins marqués par la résignation et le « métro-boulot-dodo », plus prêts à voir se transformer leur réalité. A la « voir se transformer » et non à la « transformer » : le passage de la conscience à la volonté d'agir et celui de la volonté à l'action sont souvent lents et difficiles, j'y reviendrai.

Mais arrêtons-nous un instant à cette prise de conscience, à cette aspiration à « vivre autrement ». Constatons tout d'abord qu'il est encourageant que cette conscience existe. Une telle approche critique — aussi floue soit-elle — aurait-elle été possible si les jeunes d'aujourd'hui n'avaient pas bénéficié du progrès social, de l'élévation du niveau de vie, de l'élargissement des connaissances, de la libération de l'individu, de l'accroissement de la démocratie ? C'est là une des contradictions de l'histoire de notre société : elle développe à la fois les outils d'aliénation de l'homme et les instruments de son émancipation. Il n'est pas inutile de se souvenir que le rôle du mouvement ouvrier dans cette histoire fut précisément de peser sur ces contradictions.

Comment se traduit cette aspiration à « vivre autrement » ? Quelques enquêtes récentes (3) montrent une réaction claire face au chômage, problème le plus préoccupant aujourd'hui : l'avenir professionnel apparaît comme le problème n° 1, la sécurité d'emploi est de plus en plus recherchée (4), le travail reste très nettement une valeur positive, le chômage est perçu très négativement (5). Mais on constate parallèlement que le travail recherché doit être intéressant (6) et procurer du plaisir et de la joie (7) : aspiration à un emploi épanouissant et utile, réaction face à l'aliénation du travail (8). Cette tendance ne se constate pas

(3) Rudolf Rezsohazy, *op. cit. Moi, jeune,* sondage INUSOP effectué pour le CNIJ, l'ICC, le MJS et le SIEP, Bruxelles, SIEP-CNIJ, 1985. Ce sondage a fait l'objet de diverses critiques (pas d'immigrés dans l'échantillon, façon de poser les questions, faiblesse de certains commentaires; cf. Jean-Pierre Keimeul, *Drapeau rouge* des 18 et 19 mai, mais il n'en fournit pas moins d'intéressantes données, pour qui prend la peine de les décrypter. Nous ferons de temps en temps référence au sondage INUSOP réalisé en 1980 pour le *Soir* et la RTBF. *20 ans à 20 ans de l'an 2000,* éd. Crédit Communal, 1981). Voir aussi : R.S. Georges, R. Leroux, Y. Liseux, H. Normon, *Les jeunes et le travail : attitudes et préférences,* ULB, Institut de Sociologie, 1981. *L'inévitable travail,* enquête de la JOC, septembre 1982. A. Burniat, G. Dister, L. Etienne, *Situation et attentes des jeunes Wallons : synthèse d'une enquête,* ULg, Institut de Sociologie et de Sciences sociales appliquées, 1985

(4) R. Rezsohazy, p. 21. Le sondage INUSOP de 1980 montrait que la sécurité d'emploi était la revendication la plus importante concernant le travail (p. 148).

(5) R. Rezsohazy, p. 22. *Moi, jeune,* p. 23.

(6) INUSOP 1980, p. 148.

(7) R. Rezsohazy, p. 23.

(8) On notera que cette aspiration est plus présente parmi les jeunes étudiants dans l'enseignement général et issus de familles de cadres, d'enseignants, de professions libérales, alors que la sécurité d'emploi et la bonne paie

qu'en Belgique, mais dans tous les pays développés, et même au-delà, comme le montre un rapport de l'UNESCO (9). Voilà qui doit faire réfléchir le mouvement ouvrier sur son attitude face au travail. Et qui devrait aussi faire comprendre aux Ecolos que le choix n'est pas entre productivisme et croissance zéro, mais entre un mode de croissance fondé sur le profit et celui qui vise à répondre aux besoins populaires.

Quant aux réactions face à l'aliénation du temps libre, ne sont-elles pas les plus difficiles à trouver dans une société où l'être humain se retrouve seul, isolé ? La vie en société est littéralement privatisée : l'indifférence remplace la solidarité, la télévision et les jeux vidéos ont détrôné la discussion au coin du feu ou la partie de cartes au café, les loisirs ne sont plus qu'une valeur marchande. Solitude de masse évoquée si justement par Claude Semal lorsqu'il chante les « dancings disco où, sous les projecteurs, les convoyeurs attendent » *(Le pays petit).* Attitudes provocantes, accroissement des conflits de générations, violence, drogues, suicide : autant de fuites, de cris de désespoir face à ce mal-vivre. Autant de raisons de croire que la lutte pour la qualité de la vie n'est ni une diversion ni une lutte de second plan. Sinon, comment répondre à cette question que me posait récemment un camarade de la J.C. hongroise : « Chez nous, il n'y a pas de chômage et le niveau de vie est bon. Pourtant, il y a augmentation des suicides, de la consommation de drogues, de la violence parmi les jeunes. Comment cela s'explique-t-il ? ».

INDIVIDUALISTES ?

Le mot qui court sur toutes les lèvres pour parler des jeunes est « individualistes ». Et pourtant, à y regarder de plus près... S'il est vrai qu'on constate un plus grand repli sur soi, dont l'origine est à la fois dans la solitude de masse que génère la société de consommation et dans la compétition — accentuée par la crise et l'idéologie néo-libérale — qui commence à l'école et se poursuit dans la course à l'emploi, il n'en reste pas moins que les jeunes aiment à se rencontrer, appartiennent à des associations multiples. Le sondage « *Moi jeune* » révèle que 63 % des 15-20 ans font partie d'une association, le plus grand nombre étant affiliés à un club ou un groupe sportif (39 %). Viennent ensuite les mouvements de jeunes (16 %), les maisons de jeunes (12 %), les associations s'occupant d'expression et de créativité (8 %) (10). La principale motivation à faire partie d'une association est « rencontrer d'autres gens » (11). Quant aux loisirs, même si la télévision arrive en

sont plus évoquées par les élèves des sections techniques et professionnelles, les enfants issus de couches modestes, les jeunes travailleurs (R. Rezsohazy, p. 23-24). Différence logique et correspondant à la situation sociale des individus. Il ne faudrait pas en conclure pour autant que les préoccupations « petites-bourgeoises » sont moins importantes que celles des « ouvriers » : elles dénotent seulement une conscience plus grande d'une situation parce que leur niveau de vie est plus élevé.

(9) *Tendances de la jeunesse dans les années 80,* synthèse présentée à l'occasion de la 21e session de la Conférence générale de l'UNESCO. Ces attitudes face au travail semblent être assez similaires que l'on soit jeune ou adulte. D'une manière générale, on peut se demander jusqu'où il y a vraiment des différences entre les aspirations des jeunes et celles de leurs aînés.

(10) *Moi jeune,* p. 49.

(11) *Moi jeune,* p. 51.

tête, elle est talonnée de près par « aller chez des amis » et par d'autres activités peu individualistes : aller chez des parents, faire du sport, aller danser, sortir le soir pour aller au café, aller au cinéma, aller à la campagne ou à la forêt (12). Ce plaisir à être ensemble, n'est-ce pas une réaction face à l'atomisation, à la privatisation de la vie collective ? Une bouffée d'oxygène dans la jungle des villes...

Mais, dira-t-on, si l'individualisme n'apparaît pas vraiment dans le temps libre, il est très présent dans la compétition pour les études ou le travail. Personne ne le nierait, mais prudence malgré tout : à choisir entre la répartition du temps de travail et la loi de la jungle, 51 % choisissent l'option « solidaire » et 46 % l'option « individualiste » (13). Mieux, parmi les solutions pour diminuer le taux de chômage, la diminution du temps de travail est plébiscitée par 73 %, dont 49 % sans perte de salaire (14).

Les jeunes loups néo-libéraux ne sont pas si nombreux et ce qui domine largement, c'est l'impression que la génération de la crise conserve des réflexes de solidarité mais qu'elle est bien forcée de tenir compte de la dure réalité. Les mécanismes de solidarité sociale ne fonctionnant pas, les lendemains qui chantent n'étant pas pour tout de suite, il fait bien s'en sortir, seul ou avec ses copains (15). Plutôt qu'à un individualisme égoïste, c'est à la *débrouille* qu'on a affaire. Effet de la crise, 86 % des 15-20 ans sont prêts à brader leur diplôme, 79 % à se déqualifier, 80 % à travailler en noir, 60 % à faire des petits boulots (16). 65 % des jeunes hommes et 80 % des jeunes femmes sont favorables au travail à temps partiel (17). Des réactions d'autant plus fréquentes que la jeunesse ne connaît d'autre acquis social que le CST ou le TCT et ne dispose pas de références en matière d'organisation de la lutte (ce dernier point n'ayant pas toujours été facilité par les attitudes syndicales en la matière). S'en sortir, c'est le leitmotiv. Et, pour le reste, on cherche à être bien dans sa peau, à avoir une profession gratifiante et à réussir sa vie de couple et de famille (18). Faire ses études sans broncher pour avoir son diplôme le plus vite possible, chercher son petit bonheur personnel, soigner son look, autant de comportements qui indiquent un repli sur soi. Cette espèce d'« *individualisme-planque* » (19) irrite plus d'un militant politique. Pourtant, ne s'agit-il pas avant tout de légitime défense face à une société qui n'assure pas son rôle tant économique et social que moral et humain ?

---

(12) *Moi jeune,* p. 47. Des activités culturelles comme faire de la musique, aller à des concerts, spectacles de danse, de théâtre, visites de musée arrivent en queue de liste. Confirmation que notre société de consommation privilégie les loisirs les plus passifs et les moins créatifs.

(13) *Moi jeune,* p. 24.

(14) *Moi jeune,* p. 26.

(15) Le sondage INUSOP de 1980 révélait que, pour améliorer leurs conditions de travail, 44,4 % des jeunes comptaient sur eux-mêmes et 10,6 % sur leurs relations, l'action spontanée des travailleurs obtenait 10,6 %, suivie des syndicats (10,3 %), de l'Etat (6,8 %), du patronat (5,2 %) et des partis (1,5 %).

(16) *Moi jeune,* p. 26-27. Le bénévolat n'obtient que 15 % et est plus admis par les étudiants que par les travailleurs ou les demandeurs d'emploi.

(17) A. Burniat, G. Dister, L. Etienne, *Situation et attentes des jeunes Wallons,* p. 52.

(18) R. Rezsohazy, p. 19.

(19) Le mot est d'Hector Obalk, co-auteur des *Mouvements de mode expliqués aux parents* (cf. Le Vif du 16 mai 1985, p. 22).

« *Elle vient, elle va la débrouille (...) sautillant, s'apesantissant entre le désespoir et le bonheur* » (20).

« Du bonheur et rien d'autre », ici et maintenant, voilà ce que cherchent les jeunes cuvée 85, voilà qui doit faire réfléchir le militant à propos de la conception même de l'engagement.

VOUS AVEZ DIT ENGAGEMENT ?

Avant de poser la question directe de l'engagement des jeunes, posons-nous d'abord celle de la base de cet engagement : à quelles *valeurs* les jeunes sont-ils attachés ? Le sondage « *Moi jeune* » laisse apparaître six valeurs recueillant plus de 50 % : liberté d'expression; éducation des enfants, lutte pour la paix; droits de l'homme; justice et égalité sociale; lutte contre la faim dans le monde (21). Les questions des droits de l'homme et de la paix étaient déjà à l'ordre du jour en 1980, ainsi que celle de l'environnement, aujourd'hui apparemment en perte de vitesse (22).

Quant aux types d'actions envisagés pour défendre ces valeurs, la participation à une manifestation vient en tête, suivie de : « organiser une soirée dansante (ou autre activité lucrative) », « écrire des lettres », « m'engager dans une association » (23). Le terrorisme ou des actions violentes sont largement rejetés (24).

Mais entre la volonté d'agir et le passage à l'action, il y a une différence appréciable : l'engagement dans les associations s'occupant de droits de l'homme, de paix, de défense de l'environnement,... reste faible (25). Si la participation à une manifestation est citée par 69 % des 15-20 ans comme action envisagée, son organisation ne recueille que 39 % de réponses (26). Quant au nombre de jeunes participant à des manifestations, il tourne autour de quelques dizaines de milliers en Belgique francophone (27), c'est-à-dire moins de 10 % de la tranche d'âge 15-24 ans (28).

---

(20) *Salut la débrouille !*, n° 37 (avril-mai 1985) de *Jeunes en mouvement*, journal du Conseil de la jeunesse catholique, p. 3.

(21) *Moi jeune*, p. 59. A noter que la religion et la morale sont les deux valeurs considérées comme peu ou pas importantes.

(22) Le sondage INUSOP de 1980 révélait que 59,1 % des jeunes étaient prêts à manifester pour les droits de l'homme, 57,1 % pour la paix et 55,8 % pour l'environnement (p. 83-84). La défense de l'environnement n'obtient plus que 36 % des réponses comme valeur très importante dans le sondage *Moi jeune* (p. 59). Les questions étant différentes d'un sondage à l'autre, il faut toutefois relativiser notre conclusion.

(23) *Moi jeune*, p. 60.

(24) *Moi jeune*, p. 60-62.

(25) *Moi jeune*, p. 49-50.

(26) *Moi jeune*, p. 60.

(27) Les marches des jeunes pour l'emploi réunirent 30.000 personnes en 1982 et 15.000 en 1984. Quant aux manifestations anti-missiles de 1981, 83 et 85, elles comptaient, on le sait, de nombreux participants flamands. Le nombre maximum de francophones peut être estimé à 100.000 manifestants, parmi lesquels les jeunes représentaient sans doute 30 à 40.000.

(28) De même, dans le sondage INUSOP de 1980, 40 % des jeunes interrogés étaient prêts à manifester pour défendre l'emploi, mais seulement 5,3 % l'avaient déjà fait ! (p. 83-84).

Ces quelques éléments ne permettent pas à eux seuls de porter un jugement sur le niveau d'engagement des jeunes en 1985. Il s'agit aussi de poser quelques questions supplémentaires :

— y a-t-il différence entre le degré et les modes d'engagement des jeunes et des adultes ?

— quelle a été l'évolution du degré et des modes d'engagement des jeunes durant les 50 dernières années ?

— la frange la plus consciente et la plus avancée de la jeunesse est-elle plus importante aujourd'hui que par le passé ?

— comment les organisations de jeunesse progressistes ont-elles évolué ?

DES SAUTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

Répondre à ces questions nécessiterait une étude comparative et historique très vaste qu'il n'est pas possible d'entreprendre dans le cadre d'un modeste article. Toutefois, les références au passé que Rosine Lewin a recueillies et qui vous sont fournies ailleurs dans ce numéro nous apportent déjà de précieuses indications. L'analyse déjà entreprise par la J.C. précédemment et les expériences auxquelles chaque militant peut se référer compléteront ces impressions.

Commençons d'emblée par les réflexions contenues dans les documents préparatoires au 8e Congrès de la Jeunesse Communiste de Belgique (Tournai, 4/5 avril 1981) : « Ce qui a changé, c'est d'abord la participation des lycéens aux luttes. L'âge de participation aux luttes s'est abaissé. D'autre part, les jeunes ne se contentent plus d'intervenir même spécifiquement dans les luttes, ils en lancent également. Dans certains cas, ils deviennent le véritable fer de lance de l'action : par exemple dans la campagne contre les missiles fin 79, ou dans la manifestation anti-fasciste du 20 octobre 80.

Il est vrai que la jeunesse est encore extrêmement dépolitisée. Elle reflète d'ailleurs l'état général de la population. Mais, dans cette toile de fond de dépolitisation, il faut voir qu'en vingt ans, les choses ont considérablement bougé. En 1960, créer un comité lycéen de lutte était un acte exceptionnel et même dans certaines régions impensable. Quand on se rappelle le mouvement lycéen contre le plan VDB ou, plus près de nous, le printemps 79 qui a vu les lycéens s'organiser et se mobiliser avec les enseignants contre la réduction du nombre d'heures de cours, on voit le chemin parcouru. On peut dire que la capacité de la jeunesse (de sa partie avancée surtout) à s'engager et à impulser des luttes a augmenté » (29).

Le problème est bien posé : l'évolution sur une période significative est largement positive, même s'il y a eu des périodes de recul ou de stagnation — et il y en aura encore. En outre, l'analyse menée par la J.C. en 1981 rappelle que la dépolitisation existant parmi les jeunes est tout autant présente parmi les adultes. L'oublier serait un aveuglement d'ancien combattant de mai 68, trop fier de son propre passé pour le resituer dans le contexte général de la Belgique de l'époque.

La comparaison avec les précédentes luttes de jeunes nous permet de tirer trois conclusions supplémentaires.

(29) Documents préparatoires au 8e Congrès de la J.C. (Tournai, 4,5 avril 1981). p. 29.

Primo, les mobilisations de jeunes se sont succédées sans interruption depuis 1978, au rythme d'une minimum par an, et avec chaque fois plusieurs dizaines de milliers de participants (30). Une telle intensité de mobilisations d'ampleur est assez remarquable.

D'autre part, les organisations de jeunesse progressistes ont eu tendance à perdre des membres durant la même période, bien qu'elles aient été présentes dans ces luttes, parfois même à l'initiative (via notamment des concertations comme le CNAPD et « Jeunes pour l'Emploi »). Il est clair — et en la matière personne ne doit oublier de faire son autocritique — que cet affaiblissement des organisations de jeunesse est essentiellement dû à leur manque d'adaptation aux nouvelles caractéristiques de la jeunesse dans la crise.

Enfin, l'expression de l'engagement des jeunes s'est fort diversifiée. A côté de formes traditionnelles d'engagement, qui conservent toute leur valeur (cf. le succès des manifestations pacifistes) et où les organisations de jeunesse ont joué un rôle efficace de mobilisation et d'encadrement, de nouveaux modes d'engagement naissent, autour de la défense des mêmes valeurs, mais selon des formes plus adaptées aux jeunes de notre époque. Ce « nouvel engagement » se fonde sur une démarche plus individualisée et plus passive : il n'implique ni participation à l'organisation d'activités militantes, ni adhésion à une organisation; il est ponctuel, mais sincère, clair et massif. Il se fonde sur des comportements culturels (qu'il s'agisse du récent *Live Aid for Africa* Wembley-Philadelphie ou, il y a quelques années des concerts *Rock against Racism* en Grande-Bretagne ou *Rock gegen Recht* en RFA contre la candidature de Franz Jozef Strauss au poste de Premier Ministre), participer à un carnaval contre les missiles,...

Bien souvent, les jeunes de 1985 sont prêts à se mobiliser pour du concret et de l'immédiat, pas sur des promesses de « lendemains qui chantent ». Ils ne veulent pas « se faire avoir » et accordent peu de crédit aux organisations. Comme le souligne un rapport de l'UNESCO déjà cité : « Dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement, certains experts et certaines commissions nationales ont noté une baisse de confiance des jeunes dans les institutions sociales et politiques essentielles — écoles, formations politiques, syndicats et même organisations de jeunesse » (31).

JEUNES ET POLITIQUE : RENCONTRE DU 3e TYPE ?

Que ce soit en 1980 ou en 1985, les sondages font apparaître clairement l'attitude des jeunes face à la politique : un grand nombre (30 à 40 %) sont indifférents ou ne se reconnaissent dans aucun parti, voire trouvent la politique ridicule ou agaçante (32). Ils sont peu nombreux à

(30) Automne 78 : Mouvement étudiant contre le doublement du minerval dans les universités; Printemps 79 : Mouvement lycéen contre la réduction du nombre d'heures de cours; 20 octobre 80 : Manifestation anti-fasciste (100.000 manifestants); 25 octobre 81 : Manifestation anti-missiles (200.000); 24 avril 82 : Marche des jeunes pour l'emploi (30.000); 23 octobre 83 : Manifestation anti-missiles (400.000); 13 mai 84 : Marche des jeunes pour l'emploi (15.000); 17 mars 85 : Manifestation anti-missiles (150.000); Printemps 85 : Campagne « Touche pas à mon pote » (200.000 badges vendus).

(31) *Tendances de la jeunesse dans les années 80,* rapport UNESCO, p. 43.

(32) Sondage INUSOP 1980, p. 75. *Moi jeune,* p. 57.

adhérer à un groupe politique ou à un syndicat (33) ou à participer à une réunion de ces groupes (34). S'ils croient au rôle des partis, ils ne les aiment pas pour autant; quant aux syndicats, même s'ils sont mieux perçus, ils ne sont pas à l'abri de critiques (35).

Pour qui voter ? 32 % des 15-20 ans ne répondent pas. 43 % se situent dans l'éventail du centre, avec, notons-le, une sensibilité de gauche plus accentuée : 24 % contre 16 % à la droite. Les écologistes recueillent, eux 15 % de partisans, alors que les sociaux-chrétiens n'obtiennent que 7 % et les partis linguistiques 1 %. Elément qui prête particulièrement à réfléchir, la proportion de ceux qui ne se sentent proches d'aucun parti est plus grande chez les jeunes travailleurs... (36).

Que conclure de cette avalanche de chiffres ? D'abord que le clivage gauche/droite est perçu avec moins d'intensité que par le passé, avec comme conséquence le succès écolo. Les problèmes posés par la crise, les dérégulations sociales de tous ordres et le déploiement tous azimuts de l'idéologie néo-libérale en sont les causes principales. Mais il ne faudrait pas oublier que la gauche a sa part de responsabilité, lorsqu'elle ne se résout pas à relayer les aspirations de la jeunesse et à occuper les « nouveaux terrains de lutte ». J'y reviendrai. Autre constatation : la dépolitisation n'est pas le monopole des jeunes, ni d'ailleurs des jeunes de 1985. Le nombre d'hésitants avant une éléction a toujours été important, particulièrement dans les couches de la population les moins instruites. Ce qui est fondamental, c'est de comprendre *pourquoi* cette dépolitisation existe et pourquoi elle est particulièrement forte aujourd'hui (qu'on pense au nombre croissant d'abstentions lors des derniers scrutins). Relevons plusieurs causes (le relevé n'est sans doute pas exhaustif) :

— la crise, bien sûr, et tout ce qu'elle apporte comme incertitudes;

— le manque de volonté politique de la social-démocratie de définir une alternative à la gestion de la crise, les divisions du mouvement ouvrier, le fait que les alternatives anticapitalistes des communistes n'ont pas reçu l'écho qu'on leur souhaiterait;

— le repli sur soi, les réflexes individuels, qui engendrent l'indifférence;

— l'absence d'apprentisage de la démocratie à l'école et dans la vie;

— le conditionnement via les appareils idéologiques;

— la politique politicienne et tout ce qu'elle charrie comme magouilles, mensonges, tricheries, compromissions;

— le brouillard entretenu autour du débat linguistique et communau-

---

(33) Entre 3 et 5 % selon *Moi jeune*, p. 49 et 58. A noter aussi qu'environ 7 % des 15-20 ans lisent la presse politique ou syndicale (*Moi-jeune*, p. 31).

(34) *Moi jeune*, p. 47-48.

(35) Sondage INUSOP 1980, p. 76-77 et 88-89.

(36) *Moi jeune*, p. 57. Ces chiffres ne semblent pas confirmer de façon éclatante le glissement à droite que d'aucuns attribuent aux jeunes. Sur base de mon expérience personnelle, je me risquerais à dire qu'un tel glissement n'est vraiment visible que parmi les étudiants des universités et des écoles supérieures, où on a pu constater une réelle baisse du niveau d'engagement depuis 1978. (cf. *Le Vif* du 3 janvier 1985 et Hélène Ryckmans, *Jeunesse et mouvement étudiant après 68*, dans *La revue nouvelle*, novembre 83). Ce glissement à droite des universitaires trouve certainement son origine dans l'offensive idéologique néo-libérale.

taire qui a dû en dégoûter plus d'un (le pourcentage de jeunes prêts à voter pour les partis linguistiques en est significatif);

— et, *last but not least,* la politique constante de la droite pour limiter les libertés et les acquis démocratiques.

L'expression « dépolitisation » n'est sans doute pas la meilleure pour définir le niveau politique de notre population : elle donne l'impression que ce niveau aurait été plus élevé dans le passé, ce qui n'est pas évident ni pour les adultes ni pour les jeunes. Parler d'apolitisation serait sans doute plus correct. Et encore... les valeurs portées par les jeunes, leur aspiration au changement, la qualité et la quantité de leurs interventions politiques (au sens large cette fois) montrent à souhait que ce ne sont pas les jeunes qui sont en rupture avec la politique, mais la politique qui est en rupture avec les aspirations des gens. C'est tout l'enjeu du combat démocratique.

On relira avec intérêt ces paroles de Claude Renard lors d'une conférence prononcée en 1973 au Cercle d'Education populaire de Bruxelles, où il était notamment question de la dépolitisation (eh ! oui, déjà) de la jeunesse :

« Est-ce de la politique que les gens se désintéressent ou bien de ce qu'ils croient être la politique ?

On dit que les jeunes, sont plus que les adultes, allergiques à toute politique. Ce serait sans doute exact si l'intérêt que l'on a pour la politique devait se traduire exclusivement par l'affiliation à un parti, une activité militante suivie, la participation à la vie politique dans le cadre des institutions et selon les normes traditionnelles. Une fraction importante de la jeunesse paraît, en effet, peu disposée à s'inscrire d'enthousiasme dans cette tradition. (...) Et cependant, les manifestations de lycéens que nous avons connues il y a quelques mois contre les plans Vanden Boeynants première manière ont été l'expression indéniable d'une sensibilité, voire d'une maturité politiques dont je n'hésite pas à dire qu'elles n'ont jamais eu leur égale dans les générations précédentes. » (37)

Douze ans après, les données du problèmes n'ont pas changé. Aucun sondage ne prévoyait la grève de 60-61 ni mai 68. Face à l'ampleur du phénomène « Touche pas à mon pote », bien des observateurs ont été surpris. Et on s'interroge lorsqu'on lit qu'un sondage montre les jeunes ouest-allemands plus politisés aujourd'hui que ceux des années 60 (38).

Il y a en tout cas une certitude qui se dégage de cette réflexion : c'est le mouvement réel qui fait l'histoire. Et la jeunesse occupe sa place dans ce mouvement.

ET LA GAUCHE DANS TOUT ÇA ?

« Du bonheur et rien d'autre ». Si c'est bien cela que veut la jeunesse, quel partenaire choisirait-elle pour atteindre cet objectif, sinon le mouvement ouvrier et démocratique ? Oui, par son projet de société, par

---

(37) Claude Renard, *Marxisme et Politique,* éd. Fondation Jacquemotte, p. 18.

(38) Cf. le compte-rendu de Jean Roussel, *RFA : les jeunes se politisent,* dans *Le Soir* des 9 et 10 mars 1985, p. 2.

son réseau associatif et démocratique serré, par ses traditions, la gauche peut être et doit être le relais naturel des aspirations de la jeunesse. Mais le danger existe que, par aveuglement sectaire et frileux repli sur soi, cette gauche ne s'ouvre pas à tout le potentiel de contestation, de générosité, de moralisation de la vie publique qui sous-tend les valeurs et les actions portées par les jeunes. De la méfiance des syndicats à la mise au placard des revendications écologiques, du clientélisme social-démocrate à la politique politicienne, du mépris des cheveux longs à celui des crânes rasés, du rejet des homosexuels au machisme, le mouvement ouvrier montre trop souvent qu'il n'est pas encore mûr pour dialoguer avec la jeunesse, avec *sa* jeunesse. Eviter la rupture entre les jeunes et le mouvement ouvrier, c'est donc un défi de chaque jour. Mais c'est aussi un choix. Pas une tactique électoraliste ou récupératrice, un choix. Un choix de société démocratique, pluraliste, autogestionnaire. Un choix de socialisme.

Qu'on pense aux premières réactions face à la campagne « Touche pas à mon pote » : « Ça ne veut rien dire, ce slogan — Ce n'est pas assez politique — Ça ne correspond pas à la situation dans les entreprises ». Pourtant, cette campagne a donné un souffle nouveau à la lutte anti-raciste. Bien sûr, il ne faut pas croire que le racisme est vaincu, que ce type de lutte est la panacée et qu'on peut remiser les organisations militantes « ringardes ». Un sectarisme anti-organisations serait aussi dangereux qu'un sectarisme anti-jeunes. Au contraire, dans des moments de mobilisation pareils, c'est le dialogue et la confiance qui font avancer les forces démocratiques et progressistes. Et les organisations traditionnelles ont un rôle spécifique à jouer : préciser les enjeux, trouver les relais politiques, syndicaux, culturels, associatifs, dégager les possibilités d'alliances, organiser le dialogue. Bref, politiser les luttes.

S'ouvrir à la confiance et au respect mutuel, ce sera le passage obligé pour opérer la soudure entre jeunes et mouvement ouvrier. La crise pose beaucoup d'obstacles à ce dialogue, la droite et les intérêts qu'elle défend ne se laisseront pas faire, les ambiguïtés social-démocrates et les timidités syndicales doivent encore être dépassées, le PCB et la gauche chrétienne n'ont pas fini de se chercher. Quant à Ecolo, au-delà des questions de la qualité de la vie et de la démocratie qu'il pose avec raison et lucidité, son analyse de la société aboutit à un cul-de-sac.

Peut-être faudra-t-il encore dix ans pour que la gauche tire toutes ses conclusions du succès écolo. Sans doute en faudra-t-il encore plus pour qu'elle concrétise son alternative et transforme ses attitudes. Mais attention : les sirènes néo-libérales continuent à chanter et, dans l'ombre, l'extrême-droite attend son heure pour profiter des dégâts de la crise.

Restons sans cesse à l'écoute de la jeunesse. Ses valeurs sont aussi les nôtres. Contestation, honnêteté, générosité. Espoir.

FRANÇOISE NICE

Soliloque pour une nouvelle citoyenneté

Au hit-parade des valeurs universelles, ils promotionnent liberté d'expression, éducation des enfants et lutte pour la paix (1). Des centaines de milliers d'entre eux arborent un « Touche pas à mon pote » doux et vindicatif à la fois tandis qu'une poignée de « marcheurs de l'égalité » a sillonné cet été l'Europe avec une double ambition : sensibiliser aux dangers du racisme et s'informer de la diversité des moyens permettant de le combattre et d'assurer une meilleure participation des immigrés dans leurs pays d'adoption.

La belle affaire, dira-t-on. « Ces-petits-jeunes-ignorent-les-dures-réalités-du combat-de-classe-à-l'entreprise », a-t-on déjà entendu dire dans certains milieux syndicaux. Ailleurs, dans la bouche de quelques uns venus à la politique en 1968, cela donne : « les antiracistes tombent dans un panneau petit-bourgeois, dans l'illusion que les terrains de lutte secondaires puissent entraîner la défaite de l'ennmi de classe ». (Relevons au passage que le même discours est parfois appliqué aux luttes des pacifistes).

La piètre affaire. N'est-ce pas Lénine qui constatait qu'« il n'est pas rare que les représentants des générations mûres ou âgées *ne sachent pas* aborder comme il convient cette jeunesse, qui par la force des choses, est obligée de venir au socialisme *autrement,* par *d'autres* voies, sous *d'autres formes* et dans *d'autres* conditions que ses pères ? ». (2)

Les réflexions qu'on va lire n'ont pas de prétention immodérée. On n'y trouvera pas de verdict définitif sur la qualité de la disponibilité des jeunes aujourd'hui à l'engagement politique. Essentiellement parce que les sondages n'ont pas une fiabilité scientifique à toute épreuve et qu'ils n'ont jamais prédit une explosion sociale. Ensuite parce qu'il semble téméraire autant qu'improductif de faire semblant de trancher en concluant à l'apolitisation ou la dépolitisation des jeunes.

---

(1) Sondage « Moi, jeune... », Liège, 1985, p. 59.

(2) Lénine, *L'internationale de la jeunesse* (1916), Œuvres complètes, Paris-Moscou, tome 23, pp. 179-183.

En effet la perte d'attraction pour l'engagement militant structuré et durable tel que proposé par les formations du mouvement ouvrier et en particulier les partis communistes n'est pas le fait spécifique des jeunes. De plus les formes de régression démocratique telles les campagnes électoralistes axées sur une perception manichéenne et simpliste de la crise, du type « la crise, c'est la faute aux chômeurs et aux étrangers » transcendent les générations; elles toucheraient davantage un public adulte dont le statut social acquis est menacé, plutôt qu'une catégorie qui n'a pas encore de position sociale liée à la vie de travail.

Dans ce soliloque pour une nouvelle citoyenneté, on s'efforcera plutôt d'éclairer le hiatus constaté entre les jeunes et la politique, celle-ci apparaissant comme une activité sociale spécifique, un héritage complexe en crise.

DEUX MODELES DE CITOYENNETE

Qui voudrait tenter d'expliquer le rapport ambivalent des jeunes à la politique — leur disponibilité à l'engagement pour des valeurs universelles apparemment abstraites (3) et en même temps leur refus des structures — partis et syndicats perçus comme des appareils dépersonnalisants et peu efficaces —, se voit contraint d'envisager les liens entre la crise économique, la crise des rapports sociaux et la crise de la politique. Pour la commodité de cet examen, (mais cela correspond également à la réalité), on distinguera grosso modo deux modèles de participation des citoyens à la vie publique. Tous deux hérités de la Révolution française, de « l'émergence sociale du citoyen, c'est-à-dire de millions d'individus politiques ayant la capacité reconnue à faire valoir leurs idées sur l'organisation générale de la société » (4), le premier confine la politique à l'« art du possible », mais surtout a généré une division du travail propre à la sphère de la vie politique. D'un côté ceux que l'on a dû (sous la pression des luttes du mouvement ouvrier organisé) convoquer aux urnes, de l'autre quelques centaines de personnes présumées spécialistes ès gestion étatique; ce qui relie les uns aux autres, le principe de la délégation de pouvoir. Parfois, ô grâce ! l'électeur est payé de sa bienveillance par telle ou telle mesure clientèliste.

L'autre modèle, hérité des sans-culottes, de la Commune, des partis sociaux-démocrates du 19e siècle puis pour l'essentiel revendiqué par le bolchévisme ne conçoit l'intervention politique que comme intervention de masse. A l'inverse du modèle bourgeois, il ne fait pas dépendre l'action et l'expression politique individuelle de préconditions de revenu, de statut ou de pouvoir. De même ne limite-t-il pas la participation des citoyens aux institutions d'Etat, mais s'efforce de la développer à l'entreprise, dans le quartier, dans les associations culturelles... et dans le parti lui-même, celui-ci se voulant tout autant le représentant politique de la classe ouvrière qu'une école d'éducation à la citoyenneté.

---

(3) Encore que les sentiments d'injustice qu'on puisse éprouver face à la famine ont des fondements tout sauf abstraits; que 69 % des jeunes sont prêts à participer à une manifestation, 52 % à s'engager dans une association pour les défendre. Sondage « Moi, jeune... », p. 60.

(4) Serge Wolikow, *Le mouvement de la politique*, in Cahiers du communisme, Paris, Février 1985, p. 40.

Est-ce l'effet des campagnes néo-libérales contre la mémoire des luttes ouvrières et le syndicalisme, est-ce l'effet de l'épuisement d'un certain modèle de militantisme professionnel — ou plutôt de sa caricature dans les années 70 —, les forces de progrès donnent parfois l'impression de perdre de vue la contribution de leurs pères à l'enrichissement de la démocratie politique et économique, en partie dans les appareils d'Etat, en tout cas dans la société civile ?

En effet, les possibilités d'intervention consciente d'individus rassemblés autour d'un projet de solidarité concrète, plus largement la constellation qu'est le mouvement associatif (et qui trouve grâce auprès de la critique des jeunes), ne puisent-elles pas leurs origines dans les associations du mouvement ouvrier (autres que les ligues et les syndicats), telles les maisons du peuple, les coopératives, les associations de promotion de loisirs plus conviviaux et moins aliénants que ceux proposés à la fin du siècle dernier par le bistrot ou la paroisse ?

L'extension des fonctions de l'Etat, la participation des socialistes et des réformistes chrétiens et, exceptionnellement, des communistes, à la gestion de l'Etat capitaliste ont fait naître d'autres modèles de participation politique, tels les gestionnaires technocrates du mouvement ouvrier, attestant eux aussi d'une certaine division du travail au sein du mouvement ouvrier organisé, et même de formes de clientèlisme.

D'autre part, le développement des Etats socialistes à parti unique ou dominant, le stalinisme, ont tout autant — certains diront bien davantage —, entaché (de sang) certains idéaux de participation sociale élaborés ou enrichis par les luttes du mouvement ouvrier et de sa composante communiste. La guerre froide, l'hypothèque qu'elle a fait peser sur le développement des libertés à l'est et à l'ouest, l'édification de murs de Berlin mentaûx ont aussi contribué à jeter le discrédit sur ces types historiques de participation démocratique. La crise, la destruction d'acquis sociaux jugés irréversibles ont conduit à ce que certains modèles de militantisme ou d'engagement, c'est-à-dire d'intervention collective d'individus rassemblés par un projet de société, une tactique et une stratégie définies collectivement et démocratiquement, ne semblent plus, en Belgique en tout cas, susciter beaucoup d'enthousiasme, quand ce n'est pas du mépris pour cette forme d'association jugée dépassée autant qu'inefficace.

Relativisons. Dans d'autres parties du globe on vient encore à la politique par le syndicat, la guérilla, ou encore en enseignant l'alphabet ou les rudiments d'hygiène qui permettront de sauver les nourrissons de la mortalité issue de la misère des bantoustans et des poblaciones, ce qui prouve que le modèle n'a pas perdu sa raison d'être. Chez nous, on entre encore en politique par les étapes successives, parfois très rapprochées du syndicat, de l'association de quartier, du comité lycéen... mais elle apparaît dépassée l'image de cette « monitrice » qui, « entre la première et la deuxième guerre mondiale »... « poursuivait à quatre pattes, sous les tables et sous les lits un moutard qui appelait la Vierge Marie à son secours pour échapper au supplice de la douche » et dont Jean Blume souligne à juste titre « la contribution appréciable à la cause du progrès » (5).

(5) Jean Blume, *Drôle d'agenda*, Fondation Jacquemotte, Bruxelles 1985, p. 41.

De même, il ne viendrait plus aujourd'hui à l'idée d'aucune organisation du mouvement ouvrier européen d'aligner, pour faire pièce aux groupuscules néo-nazis — infime partie émergée de l'iceberg antidémocratique — des dizaines de militants en formation de milice ouvrière, comme ce fut le cas pendant l'entre-deux guerres, y compris en Belgique.

Ceci pour souligner que les formes d'engagement militant et de structuration des activités politiques et parapolitiques du mouvement ouvrier sont transitoires, tout comme l'organisation des rapports de production et de la division du travail. (Entre 1904 et 1917, avant même la création des soviets, les conceptions de Lénine sur le parti d'avant-garde, de son recrutement et de son rapport aux masses ne changèrent-elles pas de manière substantielle ?).

Une fois établies la pluralité des modèles de participation démocratique et leurs limites historiques, peut-être peut-on essayer de mesurer la relative inadéquation constatée aujourd'hui entre les aspirations, les rejets des jeunes et les modèles existants de participation démocratique ou d'engagement politique.

POLITIQUE POLITICIENNE ET NEGATION DE LA POLITIQUE

Il est banal de constater le rejet et l'aversion que provoque le modèle de participation politique élitiste, étroitement spécialisé, proposé par les forces conservatrices bourgeoises. De longue date a été fait le procès de la « participation (électorale) piège à c... ». Les taux de votes blancs et nuls dans notre démocratie parlementaire à vote obligatoire, la non-inscription sur les listes électorales des communautés les plus défavorisées aux Etats-Unis (Reagan a été élu par 30 % des personnes en âge de voter, Daniel Ortega, au Nicaragua, par 55 % des électeurs) attestent d'un désaveu massif, permanent et larvé des systèmes politiques que la bourgeoisie présente comme la quintessence de la démocratie. De même la politique-spectacle a-t-elle été analysée pour l'essentiel comme une nouvelle aliénation dans les rapports du citoyen à la vie politique. Et c'est en niant la politique, en exploitant et en tentant de renforcer le désintérêt des citoyens moins instruits — ce que l'on a appelé le « cens caché » —, que la bourgeoisie vise à pérenniser sa domination.

Pour autant le « revival » de l'individualisme comme fin personnelle et unique mode d'être en société, ce qu'il sous-entend d'abstention politique extorquée ou consentie pourrait ne pas durer plus que ce que dure un printemps, si les forces de progrès le démasquent pour ce qu'il est, un piteux cache-sexe pour un nouveau consensus de résignation à la fatalité de la crise.

Il ne s'agit pas seulement d'une bataille d'arguments, mais de tendances inscrites dans les faits. La crise fait surgir d'une manière renouvelée la question des libertés. Celle-ci se pose de manière de plus en plus aiguë et concrète en termes de droit au beefsteack — ou aux céréales et tablettes protéinées dans le Sahel —, et la question de l'accès au beefsteack, c'est-à-dire fondamentalement, à l'emploi, apparaît pour ce qu'elle est, un formidable enjeu de société, face auquel ses acteurs ne peuvent rester indifférents.

Il paraît qu'il n'y a pas de « sens » de l'histoire. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que le procès est en train de se faire d'un Occident consommationniste et permissif. Sans boulot, donc sans avenir, entourés des images télévisées des 40.000 morts de faim quotidiens dans l'hémisphère sud, les jeunes d'Europe Occidentale, du moins une bonne partie d'entre eux, fût-ce de manière confuse, savent — et Lavilliers le chante — que « tout est permis, rien n'est possible ». Et l'inverse est vrai également, « tout est possible » par l'essor des forces productives, la révolution scientifique et technique, mais « rien n'est permis », ou si peu, par le blocage des rapports de production capitalistes, la loi du profit.

Sur le plan qui nous intéresse, celui de la gestion de la vie publique et des intérêts supposés des électeurs, cela se traduit par le rejet des modèles de gestion gouvernementale, eux-mêmes en mutation et en crise. Comment s'intéresser à la vie politique de l'Etat ou des régions quand le « non possumus » budgétaire est érigé en premier commandement gouvernemental, quand les querelles institutionnelles font écran aux problèmes d'emploi ou de destruction de l'enseignement, quand les statistiques du chômages sont truquées ?

Comment ne pas être tenté par le désintérêt et la résignation quand le pouvoir d'Etat est le siège d'une bataille aux enjeux obscurcis entre la fraction monopoliste de la bourgeoisie et les représentants, plus ou moins enclins aux compromis (plutôt plus que moins) des aspirations à plus de démocratie politique et économique et moins de missiles ?

Comment vouloir comprendre et faire de la politique quand les négociations de décisions économiques vitales échappent au sens commun, se mènent sur le mode de la combinazione technico-politique dans une quantité d'officines spécialisées étatiques ou parastatales, nationales ou supranationales, la plupart mal connues des citoyens ? Quand ce qui apparaît surtout des missions classiques de l'Etat c'est, soi-disant au nom de l'intérêt général, le renforcement de la répression tandis qu'entrent en fonction des appareils de sécurité sur lesquels il n'y a pas (encore) de tradition de contrôle démocratique (6) ? L'opération Mammouth, l'affaire du sabotage du « Rainbow Warrior », le rapport Tricot et la défection d'un haut fonctionnaire des services de contre-espionnage ouest-allemand ont à nouveau mis à la « une » de l'actualité la nécessité de contrôler ces « gouvernements de l'ombre » et leurs trop amples moyens d'action.

Les défaites successives, la remise en cause des acquis sociaux du mouvement ouvrier et progressiste aboutissent peut-être à surestimer momentanément la force de l'adversaire, à ne pas voir combien le modèle de participation politique proposé par les forces conservatrices et néo-libérales est archaïque, dépassé et masque à peine — par un discours de négation de la politique et d'exaltation de l'individualisme libertaire — des pratiques essentiellement et nécessairement liberticides. Que l'on songe aux constitutionnalistes, qui sans être liés à la gauche historique prennent leurs distances avec les pratiques gouvernementales d'aujourd'hui.

---

(6) Marc De Kock, Colette Braeckman, *Les libertés malades du pouvoir*, Vie ouvrière, Bruxelles, 1980.

Raisonnons par l'absurde. Quel serait l'apport au débat sur l'enrichissement des pratiques démocratiques des libéraux et des sociaux-chrétiens s'ils étaient dans l'opposition ? Il suffit de penser à ce que recouvrait l'invocation de la « liberté de l'école » pour les manifestants français de juin 84. Cette liberté-là ne signifiait rien d'autre que la liberté de promouvoir des réseaux scolaires à plusieurs vitesses, à moyens différenciés mieux adaptés encore aux exigences de la division du travail capitaliste. Le succès politique des forces d'opposition fut de déguiser l'enjeu économique et social derrière les préoccupations confessionnelles et de mobiliser le goupillon à cet effet.

Mais dira-t-on, raisonner ainsi est d'autant plus absurde que les familles de la droite belge ont occupé le pouvoir depuis 1945 sauf rare intermittence et qu'elles disposent de relais puissants dans les médias utilisés par eux comme des machines à fabriquer du consensus idéologique.

Les médias, parlons-en. Quand 62 % des jeunes de 15 à 20 ans lisent un quotidien, regardent régulièrement la télé, écoutent les radios locales et communautaires, ceux-ci apparaissent comme un élément de formation de la conscience sociale bien plus décisif que par le passé. Et la double signification du mot « écran » — ce qui permet et de qui empêche de voir — s'applique bien à la double fonction des médias, instrument de connaissance et moyen d'occultation. A cet égard, il est sans doute superflu de rappeler le rôle des médias audiovisuels en faveur d'une sensibilisation et d'une action — même limitée — aux problèmes de la sécheresse et de la famine en Afrique.

L'EXPLOSION DES MODES DE CONNAISSANCE

Petit écran et clavier d'ordinateur. La révolution informationnelle — essor des moyens de communication, croissance de la rapidité de la transmission du message, démultiplication des connexions possibles des savoirs localisés, spécifiques et de leurs incidences générales —, sous-tend la révolution scientifique et technique, « l'irruption de la science comme force productive directe » (Marx) et n'est pas étrangère à l'aspiration à une participation démocratique de masse qui décloisonne les domaines de la vie privée, de la vie de travail et de la vie publique.

Pour dire les choses rapidement, on ne laissera pas des jeunes entrer en contact avec des banques de données, concevoir abstraitement des sytèmes achevés de gestion sans conséquences quant à leur perception de la vie sociale et de leur insertion personnelle dans celle-là. Comparés aux maœuvres de la chaîne taylorienne, les plus sous-qualifiés des nouveaux OS de l'informatique sont beaucoup plus instruits.

C'est dire l'âpreté de la bataille pour la formation des travailleurs d'une part, pour la maîtrise des moyens de production informationnels d'autre part. La pub de RTL assène le slogan « L'autre vérité » tout en imposant l'image d'une lourde caméra. La Fédération des entreprises de Belgique sussure qu'elle voudrait une école plus « souple », mieux adaptée aux réalités de l'économie de marché. Pour maintenir le profit et le consensus sur l'« ordre » capitaliste, rien n'est de trop. Si les mesu-

res de dérégulation, de destruction des solidarités entre travailleurs sont avant tout guidées par les nécesités propres au rétablissement du taux de profit, elles n'en contribuent pas moins à empêcher que le collectif des travailleurs ne prenne la mesure libératrice des nouveaux moyens de production et de consommation.

Comme l'indique Lucien Sève, « La science passe massivement dans la société, mais la société est plus que jamais irrationnelle. L'art passe massivement dans la vie mais la vie du plus grand nombre est moins belle que jamais. Ainsi se creuse un écart dramatique entre les capacités où s'extériorisent en progression géométrique les pouvoirs de l'humanité et ce qu'en intériorisent les hommes. Double désastre en perspective, et dont nous vivons déjà les prémices. Désastre pour les individus, car ce type de croissance des capacités, s'il devait se prolonger, ne pourrait que produire en masse de nouveaux OS de l'intelligence artificielle, les analphabètes de nouveaux langages, des mutilés de nouveaux possibles, les esclaves d'aliénations sans précédent. L'humanité n'est pas seulement menacée d'une fracassante hécatombe nucléaire, mais d'une muette atomisation interne de l'individualité. Et désastre pour ces capacités objectives, ces inventions et créations merveilleuses de notre temps, qui, faute d'être assez en phase avec une croissance connexe des individus, menacent de tourner à vide, voire de se retourner en conquête contre les hommes, leur vie, leur liberté » (7).

L'explosion des moyens de connaissance, l'apparition d'une nouvelle conscience internationale sensible à la problématique désarmement/développement, les enjeux de société sous-jacents au moindre des problèmes de travail, de logement, de pension, la dégradation de l'exercice du pouvoir public, tout cela concourt à ce que se développe la critique des politiques d'austérité et de méthodes de gouvernement inadaptées aux défis de l'heure.

Mais il s'en faut que cette critique devienne constructive, ne renforce pas la résignation ou les réflexes poujadistes. A cet égard, la contribution des mouvements de la paix à une « revitalisation démocratique » ne peut être passée sous silence. Dans la lignée des grands mouvements de masse, les mouvements de la paix des pays occidentaux ont d'une part élevé et élargi le degré de connaissance de dossiers relativement compliqués, autrefois apanage de spécialistes ou supposés tels. De même en Belgique, au nom du suffrage universel, les comités de paix locaux ont placé les mandataires publics devant leurs responsabilités d'élus. Les mensonges de Freddy Vreven, les dissimulations de Léo Tindemans, le déni de démocratie du 15 mars ont peut-être provoqué une résignation momentanée. Cependant la façon dont les pacifistes ont instruit démocratiquement le procès de la prise de décision politique en matière de sécurité devrait avoir des effets au-delà du terme d'une législature, et d'autant mieux si l'on y veille (8).

Enfin le mouvement de la paix a occupé de manière inédite un espace entre les citoyens, les mouvements associatifs, les partis et l'Etat en rassemblant traditions d'organisation et sensibilités chrétien-

(7) Lucien Sève, Colloque *La culture contre la crise ?*, in Révolution n° 258, 8-14, Février 1985, p. 60.

(8) La dernière main à cet article a été mise dans les premiers jours de septembre.

nes, socialistes, communistes et écologistes; de même, en mettant en demeure organisations sociales, politiques, syndicales et gouvernements de préciser leurs positions et d'agir dans ce dossier particulier.

Mais les mouvements de la paix, c'est bien évident, ne sont pas l'alternative unique à un type de gestion de la chose publique et de participation démocratique qui a atteint ses limites historiques. D'autant que, comme le souligne le sénateur communiste italien Renzo Gianotti, « les mouvements de masse en Europe puisent précisément la légitimité de leur rôle dans leur présence dans les syndicats, les coopératives, les associations culturelles et sportives » (9).

REPONDRE AUX NOUVELLES ASPIRATIONS

Ainsi, l'essor de préoccupations liées au maintien de la paix et à la préservation de l'environnement, l'exigence — même confuse — d'une démocratie tous azimuts, la révolution des modes de connaissances, l'aspiration à une rationalité vraiment humaine du travail et de la vie en société posent des défis nouveaux au mouvement ouvrier. Les formes d'engagement militant sont-elles dépassées pour autant ?

Je ne le crois pas. Incontestablement, la destruction des bassins sidérurgiques et miniers, la mutation des professions telle celle des dockers, la raréfaction des métiers manuels qui exigeaient peu de formation préalable et beaucoup de science acquise dans le processus de

(9) Renzo Gianotti, *Le mouvement de la paix*, in Revue de politique internationale, n° 833, Belgrade, Décembre 1984. Dans ce petit article, Renzo Gianotti résume l'ensemble des nouveaux défis posés aux partis du mouvement ouvrier. Les caractéristiques de pluralisme, d'indépendance par rapport aux blocs et d'autonomie par rapport aux partis propres aux mouvements de la paix l'incitent à plaider pour le dépassement de conceptions héritées de la deuxième et de la troisième internationale, « la conception de la courroie de transmission et du parti politique comme *souverain* ». Ainsi écrit-il que l'autonomie des mouvements de paix « implique que l'organisation, la vie intérieure, les objectifs du mouvement ne peuvent être subordonnés à ceux des partis; il en découle que les rapports entre les partis et les mouvements doivent être de type dialectique, c'est-à-dire qu'à certains moments il peut y avoir non-conformité des objectifs et même polémique ouverte ». Il plaide également pour « une authentique reconstruction de contenus et même de formes de la politique, l'effort pour identifier et comprendre les nouvelles voies qui, s'avançant vers la fin du vingtième siècle, amènent à la politique, à l'engagement ». Analysant le contenu de la nouvelle conscience internationaliste, il note encore qu'on assiste « à la prise de conscience grandissante des liens organiques entre la crise économique européenne et le sous-développement, entre la concentration des biens dans le système industrielo-militaire et la misère. Car les moyens énormes destinés à la destruction — comparés à ceux qui seraient indispensables pour arracher au désespoir et à la mort de faim des pays entiers d'Afrique — constituent un argument que l'on peut employer facilement et avec fruit ». Mais la solidarité mise en œuvre par les mouvements associatifs et caritatifs ne suffit pas, ajoute-t-il. Et il propose aux forces de progrès d'expliquer inlassablement les causes du mal, la politique industrielle et financière des Etats-Unis, le rôle du FMI et des investissements dans le tiers monde. Une explication d'autant plus nécessaire qu'il décèle une « crise du modèle de pouvoir de la gauche européenne confrontée à ces problèmes », « Or ceci réclame de la gauche d'harmoniser sa voix. La politique de la paix, du désarmement et du nouvel ordre international, unie à l'aspiration que des millions de gens ont exprimée en sortant dans les rues, peut constituer la note la plus haute d'une telle harmonisation ».

production ont affecté la culture ouvrière, les réseaux et réflexes de solidarité constitués au sein du mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle. L'usine n'est plus le lieu de socialisation prédominant de la classe ouvrière. Viennent s'y ajouter l'école, les bureaux, et la formation en partie autodidacte par le petit écran à domicile.

Dans ces conditions, le courant révolutionnaire du mouvement ouvrier n'en conserve pas moins quelques atouts majeurs pour la promotion d'un projet démocratique faisant du développement des capacités humaines le moyen et la fin d'une nouvelle libération collective et individuelle.

Pour les marxistes, la transformation des rapports de production, la suppression de l'antagonisme capital-travail est une des conditions importantes pour l'épanouissement de la démocratie (10).

A cet égard, et lorsqu'il est patent que les « espaces de liberté » ne résistent que par le fait de continuelles mobilisations, d'une très grande vigilance, les forces révolutionnaires apparaissent bien placées, sur le plan de la théorie tout au moins, pour innerver les différentes luttes d'un grand projet démocratique.

De même peut-il être opposé au sentiment d'exclusion et d'inutilité individuelle l'alternative d'une nouvelle participation démocratique, d'un nouvel humanisme actif.

Le sondage « Moi jeune » fait apparaître que les jeunes sans emploi sont davantage motivés par les projets de formation, de participation collective, et pour cause (10). Malgré leurs dénaturations explicables par les conditions de lutte de l'époque, les structures des partis communistes ont permis à des générations entières de trouver dans le militantisme un terrain d'émancipation individuelle, d'accomplissement de leurs compétences, de développement de leur personnalité dans le cadre de rapports humains originaux, plus fraternels (mais pas nécessairement plus tendres).

L'attrait pour le mouvement associatif, pour le mouvement écologiste, voire le « microsocialisme » comme l'appellent certains, atteste bien qu'on vit dans une société en manque de convivialité et de solidarité, où la solitude est un phénomène de masse. RTL l'a compris qui fait irruption dans les foyers avec le slogan « RTL c'est vous ». De même la chaîne GB-Inno-BM qui tente de faire de la grande surface un nouveau lieu de sociabilité avec la campagne « bonjour voisin » ou l'organisation

---

(10) C'est encore Lénine qui écrivait dans *Une caricature du marxisme et à propos de « l'économisme impérialiste »* que « plus le régime est démocratique, et plus il est évident pour les ouvriers que l'origine du mal est le capitalisme et non l'absence de droits. Plus l'égalité en droits des nations est complète..., et plus il est évident pour les ouvriers de la nation opprimée que tout tient au capitalisme et non à l'absence de droits » (Œuvres complètes, Paris-Moscou, Tome 23, pp. 79-80). Dans *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-même,* il estimait encore que « ce serait une erreur capitale de croire que la lutte pour la démocratisation est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste ou d'éclipser celle-ci, de l'estomper, etc. Au contraire, de même qu'il est impossible de concevoir un socialisme victorieux qui ne réaliserait pas la démocratie, de même le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale, systématique et révolutionnaire pour la démocratie ». (Œuvres complètes, tome 22, p. 156).

de concours de beauté pour les petits animaux de ses clients... Trêve de digression.

Enfin, le lien entre théorie et pratique fondé par le matérialisme dialectique semble également un atout de valeur face au développement de l'irrationalisme en corollaire philosophique du scepticisme et de l'apologie de la résignation.

Organisationnels et théoriques, ces atouts peuvent être résumés à la capacité des partis de filiation marxiste de comprendre et d'organiser collectivement et démocratiquement une praxis politique transparente, sans enjeux dérobés, sans « magouilles d'appareils » et où la délégaion de pouvoir est réduite au minimum possible.

Mais il s'agit sans doute, pour valoriser ce patrimoine et se prémunir contre les dénaturations du passé, que cette science concrète de la politique soit appliquée aux mouvements communistes eux-mêmes dans l'analyse de leur rapport aux masses et de leur stratégie.

A la différence de la période de la résistance où les activités militants extrêmement cloisonnées et spécialisées forçaient l'enthousiasme, le respect et l'admiration dans la perspective unique de la libération du pays de l'occupation étrangère, la division des tâches aujourd'hui proposée par les PC doit sans doute être repensée. En l'absence d'une échéance révolutionnaire délimitée dans le temps, face à la multiplication des terrains de lutte, et aux plus grandes exigences d'épanouissement individuel, d'efficacité de l'action, peut-être convient-il d'être plus accueillant à la diversité des compétences et des aspirations. Concrètement que peut avoir de motivant de coller des affiches si l'action ne satisfait pas aux exigences de participation et d'expression individuelle ? Inventer de nouveaux phalanstères abstraits à l'aide d'un clavier d'ordinateur, « prendre les positions de l'ennemi » par l'effraction d'une banque de données peut paraître plus exaltant, non ?

Enfin l'alliance avec les forces scientifiques découle de tout ce qui précède, et sa nécessité n'a plus besoin d'être démontrée ici.

Au terme de ce soliloque à propos de ce que je crois être certaines des conditions nécessaires pour mettre l'humanisme actif des communistes à la hauteur des défis matériels et spirituels d'ajourd'hui, il m'apparaît pour ma part évident que si les formes d'engagement varient avec les conditions historiques, les partis démocratiques gardent pour mission essentielle de contribuer au succès de mouvements sociaux indédits.

Les mouvements de la paix renouvellent l'héritage des grandes mobilisations antimilitaristes et des marches antiatomiques. Les marcheurs de l'égalité, les porteurs du badge « Touche pas à mon pote » ne sont-ils pas les continuateurs, dans les conditions de notre temps, des Zola, des France, des Péguy, lesquels avec le parti de Jaurès et la Ligue des droits de l'homme créée à cet effet, arrachèrent la révision du procès infligé au capitaine Dreyfus ?

De Pierre Ergo, qui signait voici cinq ans dans les CM une étude attentive sur la jeunesse, nous avons reçu un commentaire du sondage « Moi Jeune ». Comme ce commentaire recoupe les observations d'Eric Remacle et de Françoise Nice, nous ne le reproduisons pas intégralement, mais nous reprenons ici ses conclusions.

BELGIQUE 2000 : BONJOUR LA SENESCENCE ?

En bref, les 16-20 ans cuvée 85 semblent aussi distants des « lendemains qui chantent » que du « après nous les mouches ». Dans le brouillard de la crise ils connaissent la débrouillardise, mais ne sont pas étrangers à l'esprit de solidarité. Loin des barricades et des plans sur la comète, ils ont pourtant des rêves et seraient prêts à passer à l'action à leur manière. Il n'appartiennent plus à la « bof-génération », mais seraient plutôt la « pote-génération ».

La crise, on l'a assez dit, amène un certain « retour sur terre » des jeunes d'aujourd'hui. De quoi rassurer à trop bon compte peut-être ceux pour qui il n'est de bonne jeunesse que résignée. N'y aurait-il pas une redoutable responsabilité à décevoir cette génération plus réaliste et qui se veut optimiste, puisque malgré tant de motifs d'inquiétude elle refuse le « no future » et, à en croire ce sondage, voit plutôt positivement son avenir d'ici cinq ans. ?

Il ne s'agit pas de flatter la jeunesse. Il s'agit pour cette société de ménager son propre avenir. Que sera, sinon, la Belgique sénescente des années 2000 : un pays de sous-traitance et de sous-traités, d'assistants et de (mal)assistés... No Belgian future ? A moins qu'on donne aux jeunes un autre statut que celui — qui leur est retiré ensuite ! — de consommateurs. A moins qu'on cesse de prétendre notre société « malade de jeunesse » — comme si ce n'était pas plutôt l'inverse ! — et qu'on entreprenne de guérir ses maux en donnant aux jeunes les moyens d'agir. A eux de s'en saisir, de s'en créer aussi. Car, disait une « sondée » de seize ans, « la liberté est celle qu'on prend ». Elle parlait d'amour; cela s'applique aussi au reste.

Pierre ERGO.

(« técétisé » au Centre national Infor jeunes).

Les jeunes d'hier

Non, ce n'est pas vrai que tout a commencé hier matin et qu'il n'y a pas eu de jeunes avant ceux des années 80. L'irruption des jeunes dans la politique, dans l'histoire de notre pays, est une réalité déjà ancienne et il est arrivé qu'ils y aient joué un rôle de premier plan. En voici quelques exemples, sans prétention historisante et sans remonter au déluge.

Les années 36-39 ont été (notamment) en Belgique une période d'intense bouillonnement d'idées et d'action poolitique. Hitler était au pouvoir depuis 1933, Mussolini depuis 1922; en juillet 36, le général Franco lance un soulèvement militaire contre la République espagnole, et ce sera la guerre civile, prélude à la seconde guerre mondiale.

La conscience du péril n'était certes pas également partagée par tous les citoyens belges. Mais dans la jeunesse (scolaire, ouvrière, universitaire) le courant antifasciste passait avec force. A part l'Espagne, la Belgique fut le seul pays où les organisations communistes et socialistes de la jeunesse fusionnèrent. L'événement se produisit lors d'un congrès mémorable, à la Noël 36. Y naquit la JGSU, dont le rayonnement entraîna à la réflexion et à l'action non seulement d'innombrables jeunes, mais aussi des adultes de tout âge. Dans son « Drôle d'agenda », Jean Blume note : « La gauche ouvrière n'avait jamais connu (et ne connaîtra plus jamais depuis) un mouvement de jeunesse aussi fort par le nombre des adhérents, sa capacité de mobilisation, et plus encore par son rayonnement » (1). C'est encore Jean Blume qui rappelle qu'en février 1937, lors du congrès JGSU, l'organisation avait doublé ses effectifs. Le rassemblement unitaire d'avril 1937, qui valut à Léon Degrelle sa première et cuisante défaite électorale est en effet de la stratégie de front antifasciste développée par les JGSU.

Si cette stratégie a connu des revers dès 1938, notamment en raison des coups portés par la droite du POB, et si finalement Hitler a pu déchaîner « sa » guerre, il était assez naturel que la Résistance à l'occupant nazi fût, en Belgique aussi, marquée par un massif apport de forces jeunes.

Il n'est pas aisé de quantifier ce phénomène. Certains chiffres cependant sont tragiquement éloquents. C'est ainsi que le Centre de recherche et d'études historiques de la seconde guerre mondiale a publié des données sur les exécutions au cours de l'occupation (2). Nous reproduisons ci-après un tableau donnant la répartition par âge des exécutés, ainsi que le commentaire qui l'accompagne.

	41	42	43	44	TOTAL	
					Ch. abs.	%
15-17 ans	—	—	1	—	1	0,11
18-30 ans	—	61	173	179	413	46,00
31-40 ans	3	30	130	112	275	30,62
41-50 ans	2	23	82	49	156	17,37
51-65 ans	—	7	27	12	46	5,12
+ 65 ans	—	—	—	1	1	0,11
Indéterminé	—	3	—	—	6	0,67
TOTAL	**5**	**124**	**413**	**356**	**898**	**100**

(1) Jean Blume « Drôle d'agenda » — Editions de la Fondation Jacquemotte, 1985, page 43.

(2) N° 6 — Octobre 1980.

Les tranches d'âge adoptées sont celles qu'utilise couramment le Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale. Le tableau III fait ressortir que ce sont les Belges de 18 à 30 ans qui ont compté le nombre le plus grand d'exécutés. Ils représentent près de la moitié du total. Leur groupe est aussi le seul rappelons-le, la période considérée en 1944 ne recouvre que huit mois. Si l'on tient compte de ce fait, on peut dire que le nombre des exécutés âgés de 31 à 40 ans (112 : 8) x 12 = 168, contre 130 en 1943). Mais ce n'est plus vrai pour les groupes d'âge supérieurs. Il apparaît ainsi que la répression n'a cessé de frapper davantage les couches les plus jeunes de la population considérée. Par ailleurs, de 1942 à 1944, tout au long de la période envisagée, les groupes d'âge adoptés font apparaître que le nombre des exécutés a été en tout temps d'autant moins élevé que la population examinée est plus âgée. Il faudrait disposer pourtant d'indications plus larges pour prêter un sens bien déterminé à cette constatation.

Autre indication sur la place prise par les jeunes dans la Résistance : le relevé, établi par Peter Scholliers, (3) de deux convois de prisonniers politiques à destination de Buchenwald. Il s'agit des convois des 8 et 23 mai 1944. Dans le premier, les prisonniers de moins de 30 ans constituent 25,4 % du lot; dans le second, cette proportion atteint 32,4 %.

Ajoutons à ces chiffres, des souvenirs comme ceux d'un Clément Tholet ou d'une Yvonne Ledoux, recueillis par « Oxygène » en octobre 1980. Le premier, instructeur du Rassemblement national de la jeunesse (affilié au Front de l'Indépendance) raconte comment les jeunes réussirent à célébrer le 1er mai de l'an 1943, notamment à l'école d'armurerie de Liège, à l'école Saint Lambert, à l'athénée de Herstal. La seconde rappelle l'âge qu'avaient des résistants du Pays noir (17, 16, 15, 19 ans...) quand les groupes commencèrent à se structurer vers la mi-41.

D'innombrables témoignages confirment le fait qu'un véritable élan a poussé jeunes communistes, jeunes socialistes, cohérents avec leur engagement antifasciste des années qui précédèrent l'occupation, à poursuivre leur combat dans la clandestinité. Dans la brochure éditée par le Front de l'Indépendance, « Femmes dans la Résistance » (4), plusieurs déclarations attestent cette continuité. Nous n'en citerons que deux.

Quand on demande à Lucette Bouffioux quand a commencé pour elle la Résistance, elle répond : « Avec la guerre d'Espagne ». (L.B. était alors étudiante à l'ULB). Mariette Genard-Altorfer, institutrice de 26 ans et jeune maman, « enchaîne » en quelque sorte son action de résistante à celle de militante antifasciste des années trente.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : il ne fallait pas avoir vécu l'ardeur des combats de 36-38 pour participer à la Résistance ! Nombre de militants de la JOC, auxquels le cardinal Van Roey barrait le chemin de l'unité, et aussi nombre de jeunes filles et de jeunes gars — jusque-là allergiques à la politique ou tout simplement trop jeunes — ont pris une part ardente à la lutte clandestine contre l'occupant nazi.

Au cours de l'été 1952, il se produit en Belgique un événement considérable, un événement « jeune », dont les données et la signification sont souvent ignorées ou sous-estimées. C'est le mouvement des soldats contre le service militaire de 24 mois, imposé par le gouvernement social-chrétien homogène que dirige Joseph Pholien. Nous sommes en pleine guerre froide; en Corée, une guerre chaude fait encore rage. La Jeunesse populaire (qui allait se muer ensuite en Jeunesse communiste) lance une campagne pour un service militaire de 18 mois. Ce faisant, elle affirme son autonomie à l'égard du PC, qui s'en tient au mot d'ordre maximaliste de « Douze mois, c'est assez ». Un mot d'ordre tellement éloigné des réalités qu'il ne suscite pas d'échos, alors que les tracts, les débats, les affiches sur le service militaire à 18 mois prouvent assez rapidement

(3) Cahiers d'histoire de la seconde guerre mondiale N° 6-oct. 80.
(4) Femmes dans la Résistance, 120 pages, 1985 — Edité par le F.I.

leur capacité mobilisatrice. En juin-juillet 1952, des manifestations massives se déroulent dans des cantonnements et casernes, en Belgique et en République fédérale allemande. C'est en particulier l'exigence de voir libérées le 26 juillet les recrues qui ont terminé 18 mois de services qui suscite les rassemblements les plus importants.

Autour du 26 juillet, la fièvre monte dans les casernes — en Allemagne, à Westhofen, à Cologne-Delbrück, à Soest, à Aix-la-Chapelle, en Belgique même, à la caserne Rolin d'Etterbeek et à Namur, Liège, Anvers. Dès le 26, 85 soldats sont arrêtés à Namur. A partir du mois d'août, l'action des soldats est soutenue par des travailleurs en grève, surtout à Liège et Charleroi, encore que les directions syndicales soient réticentes. La manifestation des recrues du camp de Casteau le 4 août 1952, entreprenant une « tournée des popotes » d'un genre inédit, va donner sa véritable dimension au mouvement. A bord de camions et de chenillettes, 70 soldats du 42e bataillon d'artillerie prennent la direction de Mons, Tournai, Charleroi pour entraîner d'autres soldats dans l'action. Les gendarmes les arrêtent à l'aube du 4 août. Seize d'entre eux comparaîtront devant le conseil de guerre. Le 9 août, la FGTB appelle à la solidarité des travailleurs avec les soldats. La Force navale, qui avait connu l'année précédente une vive effervescence lors d'une action de marins conduite par Eddy Poncelet — qui lui aussi passa en conseil de guerre — donne des signe de fébrilité. Tant et si bien que le gouvernement social-chrétien homogène (dirigé depuis janvier 52 par Jean Van Houtte) se voit contraint de démobiliser la classe 51 après 21 mois de service. C'est le point de départ de réductions successives à 18, quinze puis douze mois. C'est une défaite pour la droite et un coup d'arrêt aux armements. Un exploit politique de jeunes.

De 1952, nous sauterons à 1960. Saut arbitraire, assurément, autant que le fut le bond de 1945 à 1952, car la participation des jeunes par exemple aux manifestations de 1950 contre (et aussi pour) le retour sur le trône de Léopold III, cette participation fut très importante.

1960-61 : la « grève du siècle ». Ici aussi, les statistiques relevant la participation des jeunes à la lutte font défaut. Mais, outre les souvenirs des « anciens combattants », les photos des rassemblements et défilés de l'époque montrent la place qu'y ont prise jeunes ouvriers, jeunes employés, jeunes agents des services publics. Place importante aussi parmi les grévistes ou manifestants arrêtés, et qui se comptèrent par milliers. La gendarmerie chargeait, souvent à cheval, les cortèges ouvriers; elle « capturait » des grévistes de faction devant les usines, des gares, des écoles, des bureaux de poste. Les prisons étaient pleines de « meneurs » et les manifestations de grévistes faisaient volontiers un détour pour saluer leurs camarades incarcérés. On retrouve de nombreuses signatures de jeunes (assistants ou étudiants) pour appuyer les Manifestes des intellectuels solidaires des grévistes — manifestes qui circulèrent à l'université de Liège et à celle de Bruxelles. Jeunes aussi, et pour cause, les miliciens qui eurent à cœur de verser leur solde au fond de solidarité des grévistes ! Et jeunes enfin, les trois hommes qui tombèrent, victimes de la répression : le Bruxellois François Vander Trappen (30 ans) et les deux Liégeois Laurent Rodder, Jo Wousem, tous deux âgés de 31 ans.

Sur un tout autre plan, celui des Marches anti-atomiques qui firent beaucoup parler d'elles à partir de 1962, il est clairement établi et incontesté que l'initiative en a été prise par des jeunes : JC, JGS et « indépendants ». La préparation de la marche de Mol à Anvers fut la première expérience de concertation entre organisations de jeunesse. Après 62, la concertation s'élargit à d'autres qu'à des jeunes pour constituer le Comité de la marche anti-atomique. Mais ces manifestations annuelles restèrent essentiellement une affaire de jeunes, qui réussirent d'ailleurs à y impliquer non seulement les universités de Bruxelles et de Liège, mais aussi lycéens et élèves de l'enseignement technique, via le ministère de l'Education nationale. Pour de nombreux militants, l'organisation des MAA fut une école politique; on y débattait en effet de choix essentiels (marche de « purs et durs » ou marche de masse) et on apprenait à comprendre les moti-

vations et le vocabulaire de militants d'autres formations. Si aucune de ces marches n'atteignit l'ampleur des rassemblements suscités par le CNAPD-VAKA contre les missiles, on notera cependant que le 24 mars 1963, dix mille jeunes (ou en grande majorité jeunes) défilèrent à Bruxelles contre l'armement nucléaire. En 64, ils sont 15.000. Et vingt mille en 1965 ! Le Comité national de la marche comprend alors 23 organisations de jeunesse de tous horizons. A partir de 1967, les MAA mettent en avant la revendication de la cessation immédiate des bombardements américains au Vietnam.

Et comment ne pas évoquer les mouvements étudiants qui au printemps de 1968 secouèrent tant d'universités ? Dès le début de l'année, c'est la revendication des étudiants flamands de Leuven — que la KUL soit flamande et que les Wallons déménagent en Wallonie — qui fait tomber le gouvernement Van den Boeynants. En mai-juin, l'agitation est surtout le fait de l'université libre de Bruxelles : la contestation étudiante porte sur le caractère anachronique, autoritaire, élitaire et bureaucratique de l'université. D'assemblées libres en occupation de locaux, de meetings en débats, la contestation finira par imposer une transformation des structures de l'institution. Les anciens organes du pouvoir seront remplacés par des organes représentatifs, où les délégués des étudiants, des enseignants, des chercheurs, du PATO sont élus sur base d'un programme. Sans doute, la capacité de récupération du mouvement contestataire a-t-elle été prouvée et d'innombrables animateurs étudiants auront-ils été petit à petit enlisés dans les contraintes d'une démocratie surtout formelle. Il reste cependant que dans les années soixante, de vrais problèmes politiques ont été massivement débattus à l'université.

Des problèmes de choix politiques vont bientôt faire irruption dans les lycées. C'est surtout — en 1973 — la lutte contre le projet du ministre Vanden Boeynants en vue de réformer l'armée, que nous évoquerons ici. Le projet qui prévoyait la suppression des sursis pour cause d'études supérieures et la réduction (sous certaines conditions) de la durée du service militaire, ouvrait la voie à une armée de métier. Il s'agissait pour VdB de mieux intégrer l'armée belge dans la stratégie de l'OTAN et en même temps de rendre plus opérationnel un outil au service de la « défense globale du territoire », c'est-à-dire du maintien de l'ordre. Complété par le projet du ministre socialiste Vranckx, ce dessein visait au renforcement de la gendarmerie et aboutissait à une considérable expansion des dépenses militaires.

A la surprise de M. Vanden Boeynants, quelque 170.000 lycéens se mobilisèrent contre son projet. Grèves dans les écoles, manifestations et meetings, parfois en étroite union des lycéens avec les jeunesses syndicales (FGTB et CSC), imposèrent le retrait du projet VdB première mouture. Le pouvoir tenta d'en faire passer une seconde mouture. Grâce à l'action des jeunes, qui se poursuit en 1974, la grande ambition de VdB — intégrer l'armée belge à l'OTAN et mieux quadriller les mouvements progressistes en Belgique — ne fut pas réalisée.

Rosine LEWIN.

MARCEL LIEBMAN ET RALPH MILLIBAND

Réflexions sur l'anticommunisme *

*En 1984, le « Socialist Register », publication annuelle paraissant à Londres et diffusée dans tout le monde anglo-saxon, fêtait son 20e anniversaire. Il en profita pour modifier sa formule. Ses responsables décidèrent de centrer désormais chaque volume autour d'un thème bien déterminé plutôt que de continuer à rassembler des essais très divers n'ayant en commun que leur volonté d'analyse sérieuse et leur orientation socialiste. Le choix du thème ne posa guère de difficulté. Je proposai l'anticommunisme et la proposition fut rapidement acceptée. Etait-ce d'ailleurs un choix ? J'eus plutôt le sentiment que l'actualité nous l'*imposait *et peut-être en est-il surtout ainsi pour nous autres Européens francophones qui subissons, volens nolens, l'influence actuellement si délétère de ce que Bernard-Henry Levy (étrange référence !) appelle, de manière si inappropriée, l'« idéologie française ».*

On sait de quoi il s'agit : cette mode frénétique où s'est jetée — et où nous a jetés — l'intelligentsia parisienne et où, avec le concours efficace d'anciens marxistes, d'ex-staliniens et de maoïstes dégrisés, on nous invite à la croisade idéologique contre l'URSS, contre le marxisme et contre le socialisme. La distance entre la capitale française et sa banlieue bruxelloise n'est pas assez grande pour nous mettre à l'abri de ces anathèmes tenant lieu d'analyse qui abondent dans les medias français. Et pas seulement de droite.

Mais c'est à autre chose encore qu'à l'envahissant hexagone et à autre chose encore qu'à une mode intellectuelle que nous avons affaire. Il y a la stratégie mondiale, et la

* Après une introduction de Marcel Liebman, rédigée pour les *CM*, on trouvera sous ce titre de substantiels extraits de l'étude publiée dans « Socialist Register », aux éditions « The Merlin Press » de Londres, en 1984 (traduction des *CM*).

course aux armements, l'agressivité américaine, les errements qui, trop souvent, caractérisent la politique étrangère soviétique, l'exploitation du tiers monde affamé. Autant de sujets autrement graves que les défoulements des B.H. Levy (encore lui !), des Gluksmann, des Revel et des Besançon, poussant leur chansonnette sur une mélodie de Montand. Plus exactement : les élucubrations fantasmagoriques où s'illustrent « Le Figaro » et « Libé » (et « La Dernière Heure ») font partie d'un tout et un tout multiforme et universel. Cet anticommunisme (à ne pas confondre avec l'indispensable critique du monde soviétique, une critique qui n'a à s'embarrasser d'aucune complaisance) qui, depuis la naissance même de la Russie soviétique, sert les desseins du conservatisme et pervertit une partie non négligeable de la gauche (des social-démocrates à diverses modalités de gauchisme). Le tout sur fond d'une crise qui rend plus nécessaire que jamais la légitimation du capitalisme. La dénonciation de l'Union soviétique (justifiée, dans quelque cas, hystérique dans le cas de l'anticommunisme quotidien) y contribue très utilement.

Il y avait là assez de raisons (sans compter les risques de dérapages qui pourraient nous mettre à deux doigts de la troisième guerre mondiale) pour que le « Socialist Register » consacre à cet anticommunisme une série d'articles qui en étudient diverses manifestations. Un ensemble (hélas non exhaustif) par lequel des chercheurs s'emploient modestement mais avec obstination, à débusquer ce fléau politique et à contribuer, selon leurs moyens, à mener l'indispensable bataille idéologique.

Marcel LIEBMAN

Dès les premiers jours de la révolution bolchevik, l'anticommunisme a chargé le « communisme » soviétique des couleurs les plus sombres.

De leur côté, les communistes et bien d'autres gens de gauche ont cherché, de 1917 jusqu'au 20e congrès du PCUS et au « rapport secret » de Khrouchtchev, de parer le régime des couleurs les plus brillantes, prétendant que toute critique de l'Union soviétique relevait purement et simplement de la propagande bourgeoise et n'était qu'inventions et mensonges. De fait, il y avait largement de cela : l'anticommunisme s'est toujours servi — quand il n'en a pas inventé — des informations fausses et tendancieuses sur l'Union soviétique. Mais une grande part de l'information et des commentaires hostiles à l'URSS ne représentait ni mensonges, ni inventions. Et les défenseurs de l'Union soviétique se méprenaient cruellement en apportant une caution totale et absolue à tout ce que faisait le régime soviétique — ne fût-ce que parce qu'aucun régime, si nobles soient ses intentions et réalisations, ne devrait recevoir pareil type de caution. C'est vrai à toute époque, c'était particulièrement valable pendant le règne de Staline, de la fin des années vingt jusqu'à 1953, quand furent commis d'immenses crimes.

Beaucoup de raisons peuvent être invoquées pour expliquer l'appui sincère qu'avec d'autres les communistes ont apporté à la politique et aux actions de Staline; et il vaut la peine de s'y attarder, car elles sont généralement ignorées par les anticommunistes. Une de ces raisons, c'est qu'à côté de la répression massive et des meurtres, il y avait aussi de vastes constructions et progrès — les seconds servant à occulter les premiers. Ainsi les abandons et les crimes du capitalisme et de l'impérialisme à l'Ouest confortaient la volonté de croire en une Union soviétique pauvre, assiégée et vilipendée, pays où se construisait le socialisme; à aucun prix, ses efforts ne devaient être affaiblis et ses ennemis fortifiés par un commentaire désobligeant pour elle. La montée du nazisme a considérablement encouragé cette attitude, ainsi que les concessions accordées aux dictateurs fascistes par la Grande-Bretagne, la France et autre régimes capitalistes. L'Union soviétique et les partis communistes qui se plaçaient dans son sillage ont joué un rôle considérable dans cette affaire, en proclamant que quiconque à gauche émettait une critique à l'égard de l'URSS devenait un allié « objectif » des réactionnaires et des fascistes et qu'il devait donc être dénoncé comme tel sans réserves. Après la 2e guerre mondiale, est également intervenue l'appréciation de la part immense prise par l'URSS dans la défaite du nazisme; et il y eut d'autre part la reprise de l'ancienne guerre idéologique et politique au travers de la guerre froide, et la détermination de l'Occident de refouler les poussées radicales générées par la guerre.

Toutes ces raisons — dont la liste pourrait être allongée — visent non à justifier, mais à expliquer la tragique soumission au stalinisme d'une énorme armée de militants du mouvement ouvrier dans le monde, militants qui comptaient parmi les participants les plus dévoués et courageux aux combats de classe de leur temps et qui étaient dénigrés non seulement par des gens qui étaient eux-mêmes staliniens, mais par d'autres qui n'avaient jamais levé le petit doigt pour défendre une cause valable. Or ces militants avaient partout lutté avec ardeur contre les forces conservatrices, réactionnaires et fascistes — sans espoir de profit ou de carrière, bien au contraire puisque tant d'entre eux ont donné jusqu'à leur liberté et leur vie à ce combat.

Ces réflexes défensifs à l'égard de l'URSS n'ont nullement disparu. La réalité du stalinisme a été reconnue à gauche; on a aussi admis dans une large mesure que le régime post-stalinien, s'il est infiniment moins tyrannique que le précédent, est resté excessivement intolérant envers la contesation et que ses actes dans ce domaine doivent être soumis à une intransigeante critique socialiste. L'étendue de pareille critique varie d'un bout de la gauche à l'autre, mais il est en tous cas certain que pratiquemement personne ne songe encore actuellement à prendre le régime soviétique comme un modèle du socialisme; au contraire, il y a plutôt une tendance dans la gauche à considérer que le régime soviétique est un anti-modèle. Comment pourrait-il en être autrement, étant donné les traits les plus marqués de ce régime ? Le projet socialiste signifie — en tous cas signifiait pour Marx — la subordination de l'Etat à la société. C'est l'inverse qui caractérise le système soviétique. Bien plus, dans ce système la domination de l'Etat est assurée par un parti extrêmement hiérarchisé, strictement contrôlé et farouchement attaché à son monopole — un parti appuyé par un formidable appareil policier.

Il n'y a pas de vie politique en dehors du parti; et à l'intérieur du parti, cette vie est circonscrite à ce que permet ou ordonne la direction. Ce qui signifie qu'il n'y a guère de vie politique, même dans le parti. Les libertés individuelles, civiles et politiques sont restreintes et précaires. La liberté intellectuelle dans son sens plein est virtuellement inexistante; le traitement des dissidents de tout genre est un scandale et un malheur pour un pays qui se proclame socialiste et marxiste. La même chose est à des degrés divers valable pour tous les autres régimes communistes. Appeler cela du socialisme, c'est dégrader le concept et l'abaisser au niveau souhaité par ses ennemis.

Il y a eu des gens à gauche — appartenant à divers groupes, tendance et partis — qui dès le début du régime soviétique ont été extrêmement critiques à son égard. De fait, c'est au sein d'une gauche marxiste qu'ont été produites les critiques les plus valables du régime soviétique : elles venaient notamment de différents courants trotskistes, à commencer par Trotski lui-même. Mais ces critiques ont rejeté avec fermeté — comme nous le faisons nous-mêmes — toute assimilation de leur position avec l'anticommunisme. Pourquoi ? D'abord parce que l'anticommunisme est essentiellement une démarche conservatrice, qui se sert de l'expérience de régime de type soviétique pour combattre comme utopique, absurde, dangereux et sinistre tout projet transformateur qui irait au-delà des plus modestes tentatives de bricolage social.

> *Les auteurs éclairent ensuite la « sélectivité » avec laquelle l'anticommunisme opère dans sa présentation de la réalité des régimes communistes, le silence qu'il garde à propos du sous-développement dont souffraient au départ des expériences comme celles de l'Union soviétique, de la Chine, du Vietnam, etc. ainsi que le caractère souvent unilatéral des campagnes en faveur du respect des droits de l'homme.*
> *Ils poursuivent :*

Mme Jeanne Kirckpatrick qui fut professeur de sciences politiques et dirige actuellement la délégation des Etats-Unis à l'ONU, a tenté de justifier la différence d'attitude à l'égard de dictatures de droite et à l'égard de régime communistes en arguant, entre autres, que les premières seraient « autoritaires », alors que les seconds sont « totalitaires ». A l'en croire, les dictatures autoritaires de droite sont capables d'évoluer vers la démocratie et les régimes communistes ne le sont pas. Ces affirmations appellent un commentaire.

D'abord, il faut rappeler que les régimes « autoritaires » qu'appuie l'Occident ne deviennent moins répressifs et plus « démocratiques » que sous l'effet de crise grave et de défis. La crise elle-même résulte de pressions et de luttes, y compris la lutte armée, contre le régime en question; c'est un défi que ce régime tente de relever avec l'appui complet des Etats-Unis, au prix d'une répression sauvage le plus souvent. Ce n'est que quand tout cela a échoué que la réforme peut se frayer un chemin. Il y a de l'humour macabre dans ce scénario : ce ne sont pas les succès de la politique des USA qui produisent le progrès, mais bien l'incapacité américaine à lâcher un régime de tyrannie (de droite il s'entend).

Ensuite, les concessions arrachées laissent généralement intactes les structures répressives des régimes, leur appareil policier et militaire, ainsi que les forces qui avaient d'abord soutenu le régime autoritaire. Escadrons de la mort, torture systématique et extensive, emprisonnement et mise à mort des opposants peuvent ne plus être de mise, et c'est à coup sûr un grand progrès. Mais la plupart des personnes responsables des crimes du régime gardent leurs positions de pouvoir et d'influence; ils continuent à constituer une force importante dans la conduite des affaires. Leur défaite n'est pas irréversible.

Enfin — et cela est lié à ce qui précède — les changements opérés dans le champ politique laissent intactes les structures économiques et sociales qui constituent la source principale de l'oppression sociale de la majorité de la population. Ils laissent aussi intactes les positions prédominantes de divers intérêts étrangers et du capital international dans ces pays. Pour la masse des gens, exploitation, oppression, faim et malnutrition, maladies chroniques et mortalité élevée — tout cela échappe dans une large mesure aux effets des changements « démocratiques » qui peuvent s'être produits dans une capitale à tous égards lointaine. Et les tentatives de résister à l'oppression sociale et de la réduire risquent d'être réprimées aussi cruellement que sous la dictature. Le seul espoir de ceux qui subissent cette oppression réside dans une transformation révolutionnaire du système économique, social et politique, dans une victoire sur les forces conservatrices au sein de la société et de l'Etat, y compris de puissants intérêts capitalistes étrangers. Cette victoire n'est pas une condition suffisante de progrès, mais c'est néamoins une condition nécessaire.

C'est précisément l'objectif d'oligarchies locales et de leurs protecteurs étrangers de prévenir, de contenir, de neutraliser ou de casser les tentatives de transformation révolutionnaire : des réformes « démocratiques », concédées de mauvais gré après l'échec de la répression la plus dure, visent plutôt à maintenir un statu quo.

> *Et les auteurs de citer un reportage à Cuba, réalisé par Reuter en 1983 et publié par* The Times *de Londres sous le titre* « Comment Castro a créé un enviable Etat de bien-être ». *Progrès sanitaires, progrès culturels records, attestés par les spécialistes des Nations unies, ont fait de Cuba un pays du tiers monde auquel aucun autre ne peut être comparé.*

De même, la qualification de « totalitaire » utilisée pour les régimes communistes est plus utile à des fins de dénonciation qu'à des fins explicatives. Quelles que puissent être les intentions des dirigeants de ces régimes, la notion de domination totale que véhicule le mot « totalitaire » est démentie par les expériences actuelles. Non seulement ces régimes font face à diverses oppositions, mais — encore que répressifs — ils ont élaboré des mécanismes de participation et de consultation qui permettent l'expression d'une multitude de revendications, de suggestions, de griefs et d'insatisfactions au ras du sol. Certaines sont entendues et prises en compte, d'autres pas. Mais l'image chère à l'anticommunisme d'un monde à la Orwell 1984, cette image est inappropriée. Pour ceux qui transgressent les limites relativement mobiles de l'orthodoxie imposées par le Parti et l'Etat, la vie est vraisemblable-

ment amère et cruelle, et ce constat est accablant pour les régimes en question. Cependant, il ne s'agit pas, de manière générale, de régimes dans lesquels les populations, écrasées comme les « proles » d'Orwell, subissent un contrôle effectivement totalitaire. Cette notion relève de la guerre idéologique — et on sait que la vérité est sacrifiée dans toutes les guerres. Un des buts de cette propagande est l'exaltation de ce que Wright Mills appelle la démocratie capitaliste, mieux connue sous le nom de démocratie — et l'occultation des pressions exercées dans ces régimes de démocratie capitaliste en vue de renforcer le consensus plus ou moins imposé.

Il est aussi incorrect de dire que les régimes de type soviétique, parce que « totalitaires », ne peuvent subir de transformations. Ils se sont tous « modernisés ». De fait, certains de leurs problèmes majeurs procèdent d'une mégalomanie productiviste, aggravée par le manque de contrôle politique effectif. En tout état de cause, la dynamique qui les pousse en avant exige de ces régimes expériences, changements, adaptations. A cet égard aussi, on est très éloigné du monde stagnant de « 1984 ». Il est vrai par ailleurs que les diverses réformes entreprises ne parviennent pas à éroder — encore moins à supprimer — le rôle monopolistique du Parti communiste, ce qu'on appelle là-bas son « rôle dirigeant ». Mais même cela nécessite un commentaire. Car il s'est trouvé des occasions d'éroder le « rôle dirigeant » du parti, en dépit de la résistance de ses dirigeants. La Tchécoslovaquie au printemps de 1968 a montré que le changement pouvait être imposé de l'intérieur à un régime proverbialement rigide; et la Pologne en 1980 et après a aussi montré que le changement est à la fois possible et extrêmement difficile à maintenir, contre la volonté des Soviétiques. Le Printemps tchèques a été stoppé par les tanks soviétiques et le mouvement en Pologne par une nouvelle forme de bonapartisme communiste, inspiré par les pressions soviétiques et rendu possible, il importe de l'ajouter, par la proximité de l'URSS. Cela ne diminue pas cependant la signification de ces expériences pour l'avenir.

Il ne faudrait pas non plus sous-estimer la portée des changements intervenus en URSS même depuis la mort de Staline. D'une certaine manière, le système n'a pas changé; mais à l'intérieur d'un cadre extérieurement rigide, beaucoup de choses ont été transformées dans le fonctionnement du système, depuis l'époque stalinienne. Si bien qu'il n'est pas irréaliste ou « utopique » de supposer que les expériences « tchèque » et « polonaise » pourraient à leur heure et dans leur style, devenir une réalité en Union soviétique elle-même.

L'usage du qualificatif « totalitaire » relève pour une autre raison encore de la guerre idéologique : dans la mesure où il s'appliquerait à la fois aux régimes communistes et fascistes, on entend suggérer que ces régimes sont très semblables. En particulier, la suggestion porte sur la quasi-identité entre communisme et nazisme. C'est peut-être un argument de propagande, mais c'est un argument qui tourne le dos à l'analyse politique. Il y a similitude entre stalinisme et nazisme en ce qui concerne le recours à la terreur de masse et au meurtre de masse. Mais il y a entre eux d'énormes différences. Le stalinisme a été une « révolution au sommet », conçue pour moderniser la Russie de haut en bas, sur base d'une propriété d'Etat des moyens de production (la plupart de ces moyens de production étant eux-mêmes le résultat d'une

« révolution au sommet »), et la Russie a effectivement été transformée à grands frais. Le nazisme par contre a été, au-delà de sa rhétorique transformatrice, un mouvement et un régime contre-révolutionnaires, qui ont consolidé la propriété capitaliste et les structures économiques et sociales héritées par Hitler de Weimar. Comme cela a été souvent observé, douze années de règne nazi absolu n'ont jamais changé — et ne prétendaient d'ailleurs pas changer — le système social existant quand Hitler prit le pouvoir. Mettre dans le même sac nazisme et stalinisme, affirmer que sont également « totalitaires » mouvements et régimes d'extrême-droite et d'extrême-gauche, empêche d'appréhender leur nature et leurs objectifs.

Les auteurs observent ensuite qu'une grande différence existe entre les mouvements révolutionnaires qui se sont déroulés entre 1917 et 1939, et qui étaient généralement conduits par des communistes, et des processus révolutionnaires plus récents comme ceux de Cuba ou du Nicaragua. Ils soulignent pas ailleurs que les mouvements révolutionnaires ne confondent pas les intérêts nationaux de leur pays avec les intérêts de l'URSS. C'est bien souvent l'hostilité de l'Occident, et singulièrement des Etats-Unis, qui contraint ces mouvements — Cuba par exemple — à rechercher un appui décisif de l'URSS.
Ils formulent ensuite quelques considérations sur les partis communistes dans des pays capitalistes développés.

Ces partis communistes sont restés révolutionnaires dans la mesure où ils demeurent engagés dans la transformation fondamentale de leurs pays — en direction du socialisme. Il est vrai que dans ce sens, bon nombre de partis social-démocrates peuvent aussi se dire révolutionnaires. Les PC soulignent leur engagement dans la lutte des classes, utilisent le vocabulaire de lutte des classes beaucoup plus volontiers que les sociaux-démocrates et proclament leur attachement au marxisme-léninisme ou au moins au marxisme. Mais ils sont aussi résolus à travailler dans un cadre strictement constitutionnel, et selon une stratégie qui donne la priorité à des progrès électoraux et parlementaires. Comme on l'a dit plus haut, la plupart d'entre eux ont cessé d'accepter que l'URSS leur dicte leur ligne de conduite; ils insistent sur leur volonté de suivre leur voie propre vers le socialisme, conformément aux traditions nationales, aux circonstances et aux besoins. Il n'en reste pas moins que ces partis conservent des relations étroites (et parfois intimes) avec l'URSS et ses alliés. Mais ce n'est que dans les milieux hantés par l'anticommunisme que ces partis sont présentés comme de simples avant-postes du pouvoir soviétique, brûlant du désir de pousser leur pays dans l'orbite soviétique.

Appliquée à l'échelle mondiale, cette vue est cependant essentielle à qui veut légitimer une action anti-révolutionnaire contre des mouvements ou des régimes révolutionnaires. Il ne faut même pas que ceux-ci soient « officiellement » communistes pour être dénoncés comme des chevaux de Troie ou des cinquièmes colonnes. N'importe quel mouve-

ment révolutionnaire ou régime de gauche fera une bonne cible. C'est sur cette base que les Etats-Unis cherchent à justifier leur offensive contre le Nicaragua sandiniste, présenté comme une menace directe pour leur sécurité. Cette affirmation ne pourrait avoir la moindre crédibilité que dans l'hypothèse où les Sandinistes voudraient introduire les Soviétiques dans leur pays. Il se fait que cette hypothèse appartient elle-même au royaume de ce qu'on pourrait appeler le non-sens fonctionnel.

Ralph Milliband et Marcel Liebman examinent ensuite dans un long chapitre II ce que recouvre l'accusation d'expansionnisme soviétique. Ils y montrent que la stratégie soviétique est souvent marquée par la prudence, qu'elle refuse l'« aventurisme » et l'a prouvé à maintes occasions (par exemple, en Egypte ou en Yougoslavie). L'approche soviétique des relations internationales est beaucoup moins idéologique et interventionniste que celle des USA, qui depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, sont intervenus dans toutes les parties du monde pour maintenir un statu quo favorable à leurs intérêts. Il est exact néanmoins que l'établissement de régimes (qu'ils s'intitulent ou non « marxistes-léninistes ») qui s'efforcent d'échapper à la domination américaine, apparaît comme « un gain » pour l'URSS. « Sous ce jour, il est parfaitement vrai que l'existence de l'URSS et sa présence active sur la scène internationale est ou peut être « subversive » et qu'elle marche souvent à l'encontre des intentions contre-révolutionnaires des USA et de leurs alliés ». Mais cela ne signifie pas que l'expansionnisme soit au cœur de la stratégie soviétique.

Nous avons jusqu'à présent traité de l'anticommunisme comme s'il n'en existait qu'une seule version. En fait, il en existe un grand nombre et il peut être utile d'examiner les diverses positions, les accents et nuances perceptibles dans le cadre commun de l'anticommunisme.

Il y a d'abord une position absolue, qui trouve différentes expressions, mais dont le dénominateur commun est un rejet total, sans réserve et véhément du communisme comme incarnation du mal, œuvre de Satan, produit des impulsions les plus obscures et les plus sinistres de l'esprit humain, négation de la civilisation et des lumières, et tutti quanti. Cet anticommunisme-là, imprégné de moralisme et porteur souvent de fortes connotations religieuses, voit dans l'Union soviétique la matérialisation du mal et sa principale source de diffusion. Dès lors, sa disparition de la planète est une condition première à la régénération et au salut des hommes — un objectif qui mérite prières et efforts, un objectif pour lequel on peut se battre et mourir.

Ce type d'anticommunisme, montrent les auteurs, se nourrit d'affirmations et se refuse à toute prudence ou compromis, présentés d'office comme des signes de corruption ou de perversité. Sont rangés sous cette bannière par exemple la John Birch Society aux USA, des intellectuels ci-devant staliniste ou maoïstes qui déploient la même ardeur apo-

calyptique que naguère mais en sens inverse, et aussi des émigrés de l'Est, dont les auteurs disent comprendre mais pas pour autant approuver l'amertume, voire la haine. Cet anticommunisme absolu a aussi de fortes résonances politiques mais le conservatisme classique s'en méfie dans la mesure où il éveille chez l'électeur la crainte de coûteuses croisades. Le conservatisme occidental n'est pas moins anticommuniste que certains ultras, mais ses dirigeants sont contraints à traiter avec l'URSS de manière plus placide, sans exclure négociations et même compromis.

On peut distinguer au sein de ce conservatisme occidental toute une série de positions, mais elles ont en commun de vouloir endiguer les mouvements révolutionnaires où qu'ils se produisent, et de viser à réduire ou supprimer toute aide soviétique à ces mouvements. A un bout du spectre, on peut détecter l'espoir, voire la croyance qu'il serait finalement possible d'aller au-delà de l'endiguement, et que le communisme pourrait être refoulé dans nombre de pays où il règne, peut-être même en URSS. A l'autre bout du spectre, le pôle « libéral », existe la croyance, entièrement fondée, que pareilles aspirations doivent produire des politiques et des actes qui rendent plus probable une guerre, même nucléaire. On nourrit aussi l'espoir de ce côté-là que l'Union soviétique pourrait être amenée à jouer un rôle « modéré » et modérateur dans le monde, dans le sens où sa « modération » lui vaudrait des avantages économiques et politiques. L'Union soviétique doit être « dissuadée », mais il s'agit en fait de la dissuader d'aider des mouvements révolutionnaires bien plus que de déclencher une attaque militaire contre l'Ouest — une hypothèse rejetée par tous les hommes politiques sérieux.

A côté de l'anticommunisme conservateur, existe depuis les premiers jours de la révolution bolchevik un violent anticommunisme social-démocrate, qui a eu d'importantes conséquences politiques. Les divisions entre la droite et la gauche du mouvement ouvrier dans les sociétés capitalistes ont été amères et profondes, bien avant Lénine. Mais elles ont été fortement aggravées par la victoire bolchevik; la nature répressive du régime soviétique, cumulée avec les attaques communistes contre des leaders sociaux-démocrates, a contribué à renforcer chez ces derniers d'anciennes tendances favorables à un « socialisme » qui ne menacerait pas l'ordre établi. L'anticommunisme a été un élément majeur dans l'insertion de mouvements sociaux-démocrates dans cet ordre établi et a fourni une puissante base idéologique d'accord entre les dirigeants sociaux-démocrates et leurs adversaires conservateurs. Depuis 1945, il a aussi fourni la base d'un large consensus entre eux en matière de politique étrangère et militaire; les dirigeants sociaux-démocrates ont joué un rôle important dans la légitimation de la guerre froide et la mobilisation de forces ouvrières derrière la bannière de l'anticommunisme.

Dans divers pays, l'anticommunisme a aussi constitué une arme efficace dans les mains de dirigeants sociaux-démocrates syndicalistes ou politiques, dans leur lutte contre les communistes et contre des militants de gauche qui les contestaient. (...) C'est cependant aux for-

ces conservatrices dans les pays capitalistes que l'anticommunisme a été le plus profitable dans leur combat contre toute la gauche, sociaux-démocrates compris. En fait, ce fut leur arme favorite : depuis 1918, aucune élection ne s'est déroulée sans que les conservateurs n'exploitent une (supposée) menace communiste ou soviétique.

> *Les auteurs rappellent que l'identification entre les communistes et l'ennemi soviétique a, par exemple, fortement aidé à légitimer la chasse aux sorcières au niveau de l'Etat. Anticommunisme et Etat fort sont étroitement liés, notent-ils. Et ils concluent :*

L'épouvantail soviétique a un rôle particulièrement important pour légitimer la course aux armements. Rien d'autre ne pourrait persuader les populations des pays capitalistes à consentir le poids, le gaspillage et les risques de cette course.

Certes, les armes à elles seules ne produisent pas de guerre. Mais la nécessité de justifier la course aux armements provoque des campagnes de propagande anticommuniste laquelle entretient un climat de tension internationale. Et dans ce climat, la confrontation entre les Etats-Unis et l'Union soviétique devient plus vraisemblable et plus dangereuse.

Déjà, le danger de pareille confrontation est élevé. Car dans un monde agité par des défis au statu-quo, l'insistance anticommuniste à voir relever ces défis par une intervention américaine signifie en fin de compte que pour éviter une confrontation entre les « superpuissances », l'URSS devrait s'incliner devant toute intervention américaine, où qu'elle se produise. Ce n'est pas une base saine pour maintenir la paix.

Il faut combattre l'anticommunisme. Ce combat est rendu difficile par le caractère répressif du régime soviétique, par un certain nombre de ces actes, qu'il s'agisse du traitement du dissident Sakharov ou de l'intervention en Afghanistan. Il ne reste pas moins que ce combat doit être assumé, dans l'intérêt de la paix, des droits démocratiques et des progrès du socialisme.

FRANÇOISE WUILMART (*)

Ernst Bloch ou l'utopie concrète

Brosser en quelques pages seulement le portrait d'un des plus grands penseurs allemands du vingtième siècle est une réelle gageure. La figure qui naîtra des lignes qui vont suivre sera forcément schématisée. Il est toujours dommage d'avoir à sacrifier la complexité et la nuance au profit de la synthèse, dans le cas de Bloch, c'est presque impardonnable. En effet, l'attrait même de sa pensée réside dans le fait qu'elle colle à la vie dans toute sa richesse et sa multiplicité, et celle-ci est irréductible à quelques formules laconiques. Bloch est bien plus qu'un simple philosophe, c'est d'abord un humaniste au plein sens du terme. Pareil au détective (image qui lui est chère), il suit à la trace le fil rouge du Principe qu'il déclare fondamental dans l'histoire du monde, et qui le conduit de ses manifesations les plus banales, voire triviales, aux plus grandioses : l'*Espérance.* Tout comme l'*Utopie* dont elle est indissociable, il la recense dans tous ses avatars, avec son intuition géniale pour ce qui est humble ou accessoire, avec son sens pénétrant de la conscience quotidienne, mais surtout avec cet enthousiasme sans bornes qui le caractérisent autant que la culture et la subtilité d'un philosophe de la grande époque de l'idéalisme allemand, et dans un style qui tour à tour décrit avec le vocabulaire de l'homme de science, sourit comme un rêve d'enfant, vibre comme une symphonie de Mahler ou s'enflamme comme la Parole du prophète en colère. Sa prédilection pour le paradoxe reflète sa conviction que « l'étonnement est le début de la philosophie ». Par l'usage de la métaphore audacieuse, par le retour à la racine profonde du mot qu'il décape en quelque sorte de ses connotations historiques, par l'humour enfin, organe sain de la distanciation, sa pensée reste étincelante de vivacité et son style peut être considéré comme celui d'un des plus grands écrivains allemands contemporains.

S'il fallait ramasser en quelques mots toute la portée de son entreprise, nous dirions qu'il a avant tout réhabilité les concepts d'utopie et de rêve dans le cadre du matérialisme dialectique, ou encore qu'il a

(*) Françoise Wuilmart est la traductrice du « Principe Espérance »; elle est chargée de cours à l'Institut Cooremans à Bruxelles.

redécouvert la dimension révolutionnaire de l'utopie qui pénètre le présent et le fait exploser dans tout ce qu'il a de statique et de figé. « J'ai voulu montrer que le mot utopie, loin d'être un terme maudit, était la catégorie philosophique de notre siècle », dira-t-il. Mais il lui a fallu pour cela lutter contre les tendances positivistes et rationalistes qui s'acharnaient à donner un caractère péjoratif à ce concept.

Ce qu'il reprochera à la philosophie marxiste traditionnelle c'est « le trop grand progrès de l'utopie à la science » qui a conduit à la sclérose, « il s'agit maintenant d'aller de la science à l'utopie ». Bloch c'est d'abord le grand redécouvreur de tous les potentiels révolutionnaires qu'il mettra en évidence à une multitude de niveaux : aussi bien dans le *Sujet,* l'homme, que dans l'*Objet,* c'est-à-dire la matière naturelle et économico-sociale du monde.

On pourrait dire que sa vie et son œuvre ne font qu'un. Il suffisait d'ailleurs de le côtoyer quelque temps pour s'en rendre compte. Il se dégageait de son être une cohérence qui transparaissait avant tout dans sa manière de s'exprimer : il parlait comme il écrivait, écrivait comme il parlait, dans des phrases courtes et presque péremptoires, rappelant les formules gnomiques héritées de son terroir, le Palatinat, des phrases simples, mais en apparence seulement, car chacune d'elles aurait pu donner lieu à de longs développements. Mais ce qui frappait surtout et touchait profondément dans sa personnalité, c'était le ton humain qui est resté à la clé aussi bien de tous ses actes que de son œuvre. La lutte pour un monde plus juste et plus libre, il ne l'a pas seulement décrite et prêchée, il l'a d'abord vécue lui-même. Malgré une existence relativement tourmentée, une cécité croissante et quasi totale à la fin de sa vie, il ne s'est jamais départi de cette solide assurance qui est l'apanage du Sage. Roc inébranlable, il était l'incarnation vivante de son Principe Espérance. Petit homme voûté et nonagénaire, il prêchait encore la « marche debout » devant son auditoire préféré : celui des jeunes, héritiers de mai 68, et il embrasait même à ce point son public d'étudiants qu'ils voulurent un jour débaptiser leur ville pour l'appeler « Blochingen ».

Il est né à Ludwigshafen (RFA) le 8 juillet 1885, dans une famille relativement aisée de juifs non pratiquants. Son enfance est loin d'être idéale : ses parents s'entendent mal, sa mère est maladivement nerveuse et difficile, ses professeurs, stupides et sans envergure, découragent l'intérêt philosophique qui s'amorce très tôt en lui, réprouvent ses dissertations qu'ils jugent subversives, déplorent l'ascendant qu'il exerce déjà sur certains de ses camarades avec lequels il engage des entretiens « très profonds », par exemple sur la matière dans laquelle il voit « la mère de tout Etant » et « un substrat non pas mécanique, mais une force, une énergie en mouvement ». Toute cette première période de sa vie est marquée par le désir d'échapper au monde borné, sclérosé, « qui sent le renfermé », celui du petit-bourgeois philistin. Il apprend donc à rêver et comprend très tôt que les rêves de l'enfance sont le premier foyer de la quête d'un « Ailleurs » et des épures d'un monde meilleur, et qu'il faut donc les vénérer...

A 16 ans, il vit littéralement sa première expérience philosophique. Elle se situe aux antipodes de celle de Descartes mais comme le « cogito, ergo sum » elle restera le point de départ de tous ses dévelop-

pements métaphysiques ultérieurs. Il se rend compte au plus profond de lui-même, non pas qu'il pense et donc qu'il est, mais « qu'il ressent » (« Ich empfinde mich »). Le tremplin de toute la philosophie blochienne est une sensation initiale. Il la décrira plus tard dans son livre intitulé « Traces » (*Spuren,* 1930) : « Je me ressens, intérieurement je bouillonne, tout bas ». Mais cette sensation intérieure est comme emprisonnée dans le carcan du corps et veut s'extérioriser, sortir d'elle-même. Elle se met à tâtonner autour d'elle. De l'abîme de cet « instant obscur » dans lequel il ne parvient pas à se saisir, pas encore, l'homme est propulsé vers autre chose, qu'il veut saisir, mais vers quelque chose qui doit le satisfaire, dans l'avenir. « Je suis, mais je ne me possède pas encore ». Dans cette pulsion originelle, revécue à chaque instant, dans ce présent qui nous échappe sans cesse, Bloch voit un autre foyer d'énergie révolutionnaire, qu'il développera dans son maître ouvrage, le « Principe Espérance » (*Das Prinzip Hoffnung,* 1938/49). C'est au cœur de cet instant obscur que l'homme espère découvrir un jour son identité véritable et c'est à l'instant enfin comblé qu'il pourra crier, comme Faust : « Arrête-toi, tu es si beau ! ».

L'univers de son enfance est le microcosme symbolique de toute sa pensée ultérieure, toujours fondée dans le concret. Le décor de sa jeunesse fut sans doute sa première approche de Marx : d'un côté du Rhin, Ludwigshafen, avec ses industries, son prolétariat et son ciel lourd de relents d'usines. « Mais il suffisait de traverser le pont, et l'air était tout différent » : c'était celui de Mannheim, avec sa vieille résidence princière, sa bibliothèque, son théâtre et sa bourgeoisie naissante. « J'ai commencé à me préoccuper de politique quand j'ai vu les ouvriers exténués et affamés se traîner de l'usine à leur foyer, dans les rues de Ludwigshafen », déclarera-t-il. C'est sans doute à la vue de ces déshérités que Bloch a la révélation de ce qu'il considérera comme la pulsion véritablement fondamentale en l'homme : la *Faim.* « Un homme privé de nourriture dépérit et meurt alors qu'il survivra quelque temps encore s'il n'est privé que des délices de l'amour (Freud !), et a fortiori de l'occasion d'apaiser son instinct de puissance (Adler !) ou de réintégrer son inconscient ancestral vieux de 500.000 ans (Jung !). Jusqu'ici on n'a que trop peu parlé de la faim. Elle n'a droit en psychanalyse à aucune étiquette médicale. Ce qui prouve bien que les psychanalystes ne se sont jamais penchés et ne se penchent encore que sur des malades de choix... ». C'est dans la faim que Bloch reconnaît le premier palier de la conscience anticipante et l'énergie élémentaire de l'Espérance. Avec la faim, l'individu se trouve provoqué à dépasser ses limites, à opposer un non à la réalité présente. « La faim détrompée se change en force explosive pour faire sauter les barreaux que la privation a plantés autour d'elle. Le Soi, non content de chercher à survivre, devient donc explosif; et la conservation de Soi se change en déploiement de Soi. Cette force renverse tout ce qui sur son passage entrave la classe montante, c'est-à-dire finalement l'ascension de l'homme sans classe. C'est de la faim instruite de la réalité économique qu'est née la résolution d'abolir l'ensemble des conditions qui ont réduit l'homme à l'état de créature assujettie et aliénée ».

La faim, qui se prolonge dans le manque et l'inquiétude, pousse aussi l'homme à l'imagination d'un autre monde, elle est à l'origine du

Souhait et de l'*Espoir* de voir celui-ci se réaliser. C'est dans « l'affect d'attente » de l'espoir, opposé à cet autre affect d'attente qu'est l'angoisse, que Bloch situe le fondement anthropologique de l'Espérance messianique et millénariste, sur laquelle nous reviendrons. Bloch reconnaît d'ailleurs une fonction positive à l'angoisse et surtout à l'angoisse de mort qui accompagne la recherche de l'accomplissement du désir. En ceci il se démarque explicitement de Heidegger pour qui l'angoisse est le reflet de l'être fondamental de l'homme, qui est un « être-pour-la-mort ». Selon Bloch, la philosophie heideggerienne de l'angoisse ne fit que refléter la situation de la petite-bourgeoisie allemande dans le capitalisme monopolistique et exprimer le désarroi d'une société décadente.

Bloch est en grande partie l'hériter de Marx. Pour lui, le réel se confond encore largement avec l'économico-social et les barrières de classes sont le premier mal dont l'homme doit triompher avant de songer à bâtir un monde meilleur. Pourtant Bloch ne considère pas que la société sans classes soit nécessairement garante de notre bonheur. Une fois le droit naturel et la dignité humaine conquis (cf Droit naturel et Dignité humaine — *Naturrecht und menschliche Würde* — (1961) surgiront les vrais problèmes sur lesquels l'homme affranchi se penchera, l'esprit libre. Nous sommes donc encore en pleine préhistoire, « la genèse n'est pas au début, mais à la fin, elle n'apparaîtra que lorsque l'homme enfin se saisira à la racine, lorsqu'il ne sera plus victime du désaisissement et de l'aliénation ». Pourtant, si le prolétariat est encore explicitement reconnu comme lieu de la révolution, il serait peut-être opportun de le redéfinir dans le contexte blochien où il a sans doute acquis valeur de symbole : symbole de l'oppression sous toutes ses formes, qui coïncide justement dans une large mesure avec la pauvreté et l'exploitation de l'homme par l'homme.

Sa première expérience des contradictions sociales, Bloch l'a donc vécue dans sa ville natale. Mais de l'autre côté du Rhin, à Mannheim, il y avait aussi le port, avec ses bateaux et « ses marins hollandais qui parlaient de serpents énormes qu'ils avaient mangés, et qui étaient tout tatoués ». En plein milieu de la double ville, le fleuve s'ouvrait comme une déchirure et coulait vers le monde de l'aventure, vers l'inconnu toujours imaginé meilleur par l'enfant. A Mannheim il y avait aussi la foire et le cirque, miroir de l'anormal et du lointain, « tout un monde d'aspirations spécifiques sur lequel on ne s'est guère penché jusqu'ici et qui offre à bas prix le spectacle du Curieux utopique... » C'est ici que Bloch vivra intensément ses premiers rêves d'évasion, qui sont le propre de la jeunesse, et c'est eux qu'il retrouvera dans la littérature du conte et du roman populaire auxquels il consacre de longs chapitres dans son « Principe Espérance ». Ici le héros, contrairement à celui des histoires de magazines aux fallacieux happy ends, n'attend pas « que les alouettes rôties lui tombent du ciel »; ce héros-ci c'est le dur-à-cuire, le coureur d'aventures qui triomphe de tous les obstacles et s'en tire toujours, c'est le grand voyageur qui revient entouré de l'aura des palmiers, des poignards et ces villes grouillantes de l'Asie. Le rêve des contes de Grimm, des romans de Karl May ou de Jack London est celui de l'adieu à la routine et à la grisaille, c'est aussi la dernière manifestation reconnaissable du roman chevaleresque. Bloch n'a cessé d'établir des paral-

lèles entre les manifestations les plus banales et les plus sublimes de la créativité humaine, y voyant la concrétisation, à des niveaux différents, d'une même soif. Pour lui, le livret du « Fidelio » de Beethoven, et sa fanfare annonciatrice de la délivrance de Florestan, ne seraient pas ce qu'ils sont sans le roman populaire qu'ils reflètent encore. Dans Fidelio précisément, l'action est enlevée, explosive, elle aussi est axée sur la délivrance. Cachots profonds, pistolets, fanfare, délivrance : toutes ces choses « qu'une littérature plus distinguée et plus moderne refuse au départ de dépeindre telles quelles, créent une des tensions révolutionnaires les plus fortes qui soient : celle du *passage des ténèbres à la lumière* ». Bloch est lui-même un admirable conteur qui promène sa lampe magique dans les paysages de l'enfance, tissés de rêves et d'émotions fugitives, mais toujours sous-tendus par la même volonté, encore naïve et impatiente : *celle de s'en sortir.*

Malgré les sarcasmes de ses professeurs du lycée de Ludwigshafen, qui l'en croyaient incapable, Bloch fera des études brillantes de philosophie, de physique et de musicologie à Würzburg, Berlin et Heidelberg. A partir de ce moment il ne cessera de voyager, comme si la sédentarité lui répugnait autant que la peur du changement et du nouveau qu'il a si finement analysée dans la trilogie du « Principe Espérance ». A Heidelberg il fera la connaissance de celui qui deviendra son grand ami de jeunesse Georg Lukács. Tous les deux refuseront de s'engager dans la guerre et dans le faux patriotisme allemand. Bien qu'orientés ensemble vers le marxisme, ils ne tarderont pas à manifester leurs divergences : d'un côté Lukács s'attachera à prolonger la tradition orthodoxe du marxisme-léninisme, de l'autre, Bloch s'orientera vers la lutte contre le conformisme et l'enfermement des ordres établis, à la recherche des traces de l'utopie; d'où son intérêt croissant pour les œuvres hétérodoxes : gnostiques, hérétiques et mystiques, tels Jacob Böhme qui par ailleurs « entrevoit lui aussi au fond de la négation, un désir, une pulsion émotionnelle, une velléité née essentiellement d'une carence : la faim »; d'où son intérêt aussi pour « Thomas Münzer, Théologien de la Révolution » (1921), ce porte-parole des pauvres, des gueux et des paysans qu'il souleva contre Luther, moine superstitieux, indifférent à la misère de son peuple, dogmatique et despotique. Bloch prend donc le parti du prophète révolutionnaire qui veut construire le Royaume de Dieu ici-bas et maintenant, qui a su s'élever au niveau d'une véritable lutte de classes et développer une prédication dans laquelle on peut voir une anticipation réelle du socialisme. L'échec de la Guerre des Paysans, expliquera Bloch, est dû au fait que les conditions matérielles n'étaient pas mûres pour le bouleversement social dont Thomas Münzer avait en imagination une vague représentation. Münzer lui-même était déjà conscient du gouffre existant entre la théorie et la réalité, et du fait que l'anticipation du communisme en pensées ne pouvait déboucher sur une praxis. De l'histoire de cette guerre Bloch conclura que les seuls facteurs économiques sont impuissants à rendre compte d'un soulèvement populaire.

On pourrait se demander si ce Thomas Münzer n'est pas dans une certaine mesure l'ancêtre des théologiens de la libération, eux qui proclament : « La libération ne sera jamais complète tant que les structures sociales aliènent les hommes. La communauté des croyants qu'est l'Eglise est donc appelée à être le ferment de la libération pour la

société ». L'actualité de Bloch ne se reconnaît-elle pas en effet aussi dans cette théologie de la libération qui prêche une religion centrée sur l'homme et non sur Dieu, qui oriente le chrétien au moins autant vers une action sociale que vers une action personnelle, qui ne conseille de s'engager pour la libération qu'en face de possibilités concrètes d'action et de pensée et qui, au bout du compte, se veut *utopie concrète* ? N'est-il pas, sans le savoir, un disciple de Bloch autant que de Jésus, ce partenaire d'Entraide et Fraternité qui dit ses messes dans les bidonvilles de Sao Miguel, éprouve à côté des pauvres la saleté des favelas qui colle à la peau, travaille et mange avec eux ?

Si la réflexion blochienne débouche sur le politique, il est tout aussi certain que l'éthique y occupe une place fondamentale. Au-delà du communisme, du socialisme, Bloch redécouvre la dimension révolutionnaire de l'éthique. La lutte pour un monde plus juste et plus libre doit se poursuivre malgré un certain pessimisme historique et au sein d'un contexte « post-moderne » que l'on pourrait qualifier de « sans foi ni loi », un monde de belle totalité éclatée, atomisé dans l'infiniment petit, éparpillé dans l'infiniment grand, un univers sans repère et donc sans « âme », à moins justement que le point de repère n'y redevienne l'individu, et l'âme la poursuite de son bonheur, c'est-à-dire de sa désaliénation et de sa libération de toute forme de joug.

Bloch se démarquera de son ami Lukács sur un autre point essentiel : celui de l'expressionnisme. On peut affirmer, sans crainte d'exagérer, que Bloch est resté jusqu'à la fin le porte-parole de la sensibilité mais surtout de la révolte de toute une jeunesse expressionniste précipitée dans la première guerre mondiale, à laquelle elle oppose sa « vie nouvelle » et son « homme nouveau ». Le parti-pris de Bloch pour l'expressionnisme trouve son fondement dans sa conception de la réalité. L'homme est animé d'un élan vers l'extérieur; pourtant cet élan se heurterait à un mur et retomberait s'il ne trouvait dans le monde un corrélat, une ouverture accueillant cette volonté de transformation, une matière apte au changement. Sans doute le terme d'*Ouverture* mérite-t-il, plus que tout autre, d'être considéré comme le mot-clé de la pensée blochienne. A la puissance de changement en l'homme correspond la potentialité de changement dans la matière en mouvement que décrivait déjà Aristote. Homme et monde, sujet et objet sont d'ailleurs les deux pôles d'une même matière qui peut être comparée à un sein fertile : ce qui en naîtra dépend justement de l'intervention humaine et peut tout aussi bien déboucher sur le Néant que sur le Souverain Bien, car la fin est laissée en suspens. Mais au départ le monde est plein de fissures et d'ouvertures porteuses d'avenir. Selon Bloch, c'est ce morcellement de la réalité que l'expressionnisme a su capter et rendre pour y découvrir et y exploiter positivement les germes du Nouveau. Chez Lukács, au contraire, pour qui la réalité peut se comparer à une totalité ininterrompue et fermée, le morcellement est synonyme d'effondrement et l'expressionnisme ne peut être que la manifestation d'une destruction négative conduisant à la décadence et finalement au fascisme. A l'inverse, pour Bloch, la force de décomposition qui va à l'encontre de la sclérose est source de création et de « montages » nouveaux, susceptibles de faire progresser le réel à la rencontre de son identité véritable.

Ceci nous amène à la conception plus générale de l'Art chez Bloch.

L'activité esthétique et son produit, l'œuvre, appartiennent aux objectivations les plus importantes de la conscience utopique. Le grand art lui aussi reflète la nature fragmentaire du monde inachevé, il dépasse son premier contexte idéologique par son excédent utopique que le « génie » produit parfois inconsciemment, étant encore et forcément incapable de cerner ce « quelque chose d'autre » que seule une audience ultérieure sera à même de déchiffrer. Le « fragment » devient ainsi la catégorie centrale de la philosophie de l'art de Bloch. « La force productive que l'on appelle "génie" » est celle qui organise esthétiquement la réalité et lui donne de nouvelles formes. Ainsi le signe esthétique est-il porteur d'une signification extra-esthétique qui ne peut être connue que sous la forme esthétique, et devient stimulant pour la praxis révolutionnaire. Dans son « Principe Espérance » Bloch se révèle être un critique extrêmement subtil de tous les artefacts humains qu'il place dans cette optique particulière de l'excédent culturel, dont nous devons hériter activement. On ne saurait d'ailleurs rester insensible à ses admirables interprétations de l'art, qu'il s'agisse du « rêve de mort pétrifié » de l'Egypte, de « l'arbre de vie taillé dans la pierre » du Gothique, de la lumière dans la peinture de Rembrandt ou des torsi de Michel-Ange.

Il est révélateur que toute l'existence de Bloch soit placée sous le signe de l'exil et du voyage qui attestent aussi bien l'engagement réel de sa pensée que son aversion profonde pour l'immobilisme stérile. Pacifiste, il s'exile volontairement en Suisse lors de la première Guerre mondiale. Dès 1924, il est un des premiers écrivains allemands à dénoncer ouvertement la montée du nazisme; il mettra en garde « contre un type de Munich qui semblait plus dangereux que les revolutionnaires ». Juif, il doit à nouveau prendre le chemin de l'exil en 1933. Au moment d'être saisi par la Gestapo pour avoir « diffamé le III^{e} Reich », il fuit par Vienne et Prague en France puis aux Etats-Unis, en 1938, où il rédigera son œuvre principale, le « Principe Espérance » qui relate justement le long exil d'une humanité depuis toujours en quête de son « chez-soi ». Harvard ne reconnaît pas sa valeur et sa demande de chaire est refusée. Karola, sa troisième femme (la première est morte de maladie en 1921, il a divorcé de la seconde) permet à la famille de survivre grâce à son métier d'architecte. A la fin de la guerre, la RDA lui offre une chaire de philosophie à Leipzig. Il l'accepte et s'enthousiame à l'idée de participer à l'édification du socialisme de l'Est. Mais la voie de son enseignement s'écarte de plus en plus des chemins de la bureaucratie stalinienne et il doit affronter la censure et l'orthodoxie. En visite en RFA lors de la construction du mur de Berlin, il décide de ne plus retourner à l'Est, où il était de toutes façons sur le point d'être arrêté, et il accepte une chaire de philosophie à Tübingen où il restera actif comme professeur et écrivain jusqu'à l'âge de 92 ans; il s'éteindra le 4 août 1977, en plein travail d'écriture.

Au yeux des uns, Bloch est surtout le prophète athée de l'Espérance messianique qu'il a sécularisée. N'a-t-il pas proclamé que « seul un chrétien peut être un bon athée » ? (cf. Athéisme dans le christianisme — *Atheismus im Christentum* — 1968). S'il affirme que « penser veut dire franchir », formule qui fut retenue comme épitaphe pour sa tombe, s'il conseille de transcender et de dépasser, il s'insurge aussi contre la fausse transcendance sous forme d'hypostase d'un Dieu auto-

ritaire, car il y voit la première forme de tout autre culte asservissant, à commencer par celui de l'Etat, et il combat l'imagination confortable d'un au-delà alanguissant, qui justifie toute inaction ici-bas. Pourtant la religion n'est pas que l'opium du peuple, elle contient aussi un ferment révolutionnaire, c'est lui que Bloch met en évidence dans son exégèse de la Bible. Il prend le parti du serpent qui « enjoint de devenir l'égal de Dieu », le parti de Job, ce Prométhée hébreu qui se révolte contre l'injustice du Dieu souverain, créateur et dominateur du monde. Du judéo-christianisme il retient surtout le messianisme explosif et l'exode, la catégorie par excellence de la sortie, de l'ouverture, du passage vers l'inconnu, celle dont Moïse est le génial inventeur.

Aux yeux des philosophes, Bloch est le père de l'ontologie du « *Non-encore-être* ». C'est elle qui reprend le rêve persistant d'un royaume enfin fraternel, encore à venir. Bloch s'est proclamé lui-même disciple de Hegel. De ce grand penseur de l'idéalisme allemand, le seul auquel il a consacré un ouvrage (Sujet-Objet, éclaircissements sur Hegel — *Subjekt-Objekt, Erläuterungen zu Hegel* — 1951) il retient certes la conception d'une matière en devenir qui n'a pas encore atteint son identité véritable mais rejette son histoire conçue comme celle de l'Esprit qui se libère de la matière. Le système hégélien est encore clos; comparable à un cercle qui se referme sur lui-même, il débouche sur un âge d'or retrouvé; le savoir y est encore contemplatif et est avant tout souvenir, tourné vers le passé, la fin est imaginée dès le départ et conquise progressivement. Au contraire le système de Bloch est par excellence un système ouvert, sa réalité ne se conçoit pas sans son *Horizon,* que l'homme, grâce à son *Optimisme militant,* peut convertir en un *Front* de lutte sur tous les plans. La fin n'est pas encore représentable, pour ce faire les conditions ne sont pas encore réunies. Bloch impute précisément la faillite de toutes les utopies à la peinture précipitée et abstraite d'un monde meilleur, qui ne repose sur aucun fondement concret, à la foi au changement par les idées seules. Pour le philosophe Bloch, il n'y a donc pas d'Etre, mais un Non-encore-être. L'essence n'est pas donnée au départ, mais est en devenir. Pour que les anticipations ne soient pas de pures illusions, il faut, explique-t-il, qu'elles constituent une tendance, une possibilité inscrite tout aussi bien dans la matière elle-même que dans l'homme, et Bloch fait d'ailleurs de la *Possibilité* une des catégories fondamentales de sa philosophie (cf. Principe Espérance, chapitre 18).

En conjuguant le savoir, au fait de la tendance réelle, et le courage, l'homme empêche que l'avenir ne s'abatte sur lui comme une fatalité et aide le processus du monde à engendrer le *Nouveau :* non pas celui qui n'est que la simple répétition mécanique du passé sous une autre forme, non pas le nouveau-rénovation ou le nouveau bergsonien en forme de zig-zag, mais le nouveau authentique qui effraie la pensée contemplative toujours tournée vers le passé, mais uniquement pour y recueillir les éléments porteurs d'avenir, tels ceux qui sont encore enkystés dans les productions culturelles, le mythe et les archétypes ou les symboles religieux. Le romantisme de Bloch est révolutionnaire en ce sens qu'il est nourri d'aspirations utopiques et qu'il fait tout au plus un détour par le passé pour mieux accéder au monde nouveau du futur.

Pour contribuer à la formation du Nouveau, l'homme doit d'abord

avoir la faculté de l'anticiper. Au Non-encore-être dans l'objet, correspond, dans le sujet humain, le *Pré-conscient* qui est le lieu de naissance psychique du Nouveau, bizarrement ignoré jusqu'ici. Bloch s'étonne que la psychanalyse se soit exclusivement penchée sur un inconscient peuplé de souvenirs individuels ou collectifs. Il est surprenant, dit-il, que Freud n'ait pu analyser les productions imaginaires du désir, les rêves et les fantasmes qu'en termes de régression. Pour Bloch, c'est à partir du futur que l'homme décidera du présent, de là l'importance qu'il accorde à la créativité qu'il voit à l'œuvre dans la jeunesse, dans le génie intuitif et seul capable de voir plus loin que l'horizon, dans les grands moments de bouleversements de l'histoire, dont la Révolution française est le fleuron, mais en tous cas dans un sentiment concret de l'émergence plutôt que dans son élaboration abstraite.

De toutes les facettes multiples qui constituent la pensée blochienne, complexe autant que cohérente, une constante semble se détacher : l'appel d'une liaison de l'imaginaire et du réel, au service de la praxis révolutionnaire. Au monde socialiste il reproche précisément d'avoir « si longtemps sous-alimenté l'imagination ». L'URSS n'est plus le pays de la Révolution, comme Bloch, il est vrai, l'avait cru au début. Son intuition lucide avait prévu certaines causes de la « trahison » : à côté de l'analyse froide, de la stratégie prudemment précise qu'il appelle le « courant froid » du marxisme, Bloch réhabilite le « courant chaud », l'acte exaltant de la prospection et de l'anticipation concrète, avec « le pathos du but ». C'est ce « courant chaud » qui traverse toute son œuvre comme un vrai gulf-stream. Sans le courant froid, certes, la voie serait ouverte au jacobinisme ou à la rêverie exaltée. Mais sans l'engagement passionné pour un idéal réfléchi, « l'analyse des conditions historiques court le risque de sombrer dans l'économisme oublieux du but, et ce dernier n'évite alors les brumes de la rêverie exaltée que pour mieux sombrer dans le marais du philistinisme, du compromis et finalement de la trahison. Or *la pensée, qui a pour fonction d'aider,* veut être empreinte de chaleur, chaleur de la volonté même de venir en aide, de l'amour de la victime, de la haine de l'exploiteur ». Une autre cause de l'échec du socialisme à l'Est, affirme Bloch, est le fait que le terrain n'y était pas préparé, que l'oppression et la résignation n'y avaient pas été d'abord ébranlées comme à l'Ouest, par la Révolution des droits de l'homme. La volonté de changement n'était pas enracinée dans une tradition révolutionnaire. « C'est donc de l'Ouest que viendra l'élan... »

Il y aurait encore beaucoup à dire sur Bloch pour être complet. Il faudrait parler de sa conception d'un sujet de la nature et de l'exploitation de celle-ci par l'homme qui la fait se retourner contre elle-même au lieu d'être son allié. Il faudrait parler de cette autre strate de la réalité, riche elle aussi de tensions révolutionnaires : la « polyrythmie historique » ou le fait que les différentes classes vivant à une même époque sont « non-contemporaines » (cf. Héritage de ce temps — *Erbschaft dieser Zeit* — 1935). Il faudrait mettre en évidence la prédilection de Bloch pour la production humaine réalisée avec amour, pour l'artisanat et la « patine » de l'œuvre d'art unique ou pour l'ornement. Il faudrait évoquer les analyses admirables d'érudition et de finesse de toutes les utopies : architectoniques, médicales, géographiques, sociales. Il faudrait enfin

rappeler son interprétation de l'anti-utopie par excellence : la mort. Mais l'espace nous fait défaut et il est temps de conclure.

Tout comme Montesquieu avait repéré un « Esprit des Lois », Bloch attire notre attention sur l'« Esprit de l'Utopie ». C'est d'ailleurs le titre de son premier ouvrage important, paru en 1918, un de ses plus beaux livres sans doute, encore parcouru par la sève d'un expressionisme échevelé et dans lequel il nous livre une admirable analyse du plus utopique de tous les arts : la musique, « le seul art dans lequel l'homme se pressent directement ». Chez Bloch, pour la première fois, l'*Emergence* évince carrément l'Ayant-été, l'avenir authentique prend le pas sur la chape oppressante du passé, l'homme jeune et sensible aux potentialités de bon aloi l'emporte sur l'Ancien respectable et riche de son expérience. Le but ultime de la quête éternelle d'un monde meilleur, l'« *Ultimum* », dépeint de tout temps et de tant de façons, c'est l'humanisation de la nature et la naturalisation de l'homme, c'est le « Foyer », lieu de l'identité de l'homme avec lui-même et avec les choses, le « Heimat », la « patrie », concept dont la réaction fasciste s'était emparée pour mieux leurrer ceux dont elle voulait s'attirer la coopération. Il s'agit donc d'apprendre à espérer, pourtant l'espoir n'est pas une garantie et ne doit pas être confondu avec une confiance aveugle dans l'avenir. Il est, au contraire, dans sa nature même d'être déçu. Mais il est la seule certitude qui nous reste. Et d'ailleurs, dira Bloch, qui aurait pensé il y a quelques années que la fin de la dictature en Grèce et au Portugal était proche ? Qui aurait pensé que la machine de guerre américaine serait vaincue par un petit peuple comme le Nord-Vietnam ?

« Puissent donc les rêves éveillés réellement s'enrichir, c'est-à-dire être toujours clairs et de moins en moins laissés au hasard, puissent-ils être toujours mieux connus, mieux compris et mieux médiatisés avec le cours des choses. Afin que le froment qui ne demande qu'à mûrir puisse croître jusqu'à la moisson... »

UNE REEDITION ATTENDUE !

HENRI DE MAN ET LOUIS DE BROUCKERE

LE MOUVEMENT OUVRIER EN BELGIQUE (1911)

UN ASPECT DE LA LUTTE
DES TENDANCES SOCIALISTES

Traduit de l'allemand par René Deprez
et présenté par Maxime Steinberg

Suivi de

MAXIME STEINBERG

A L'ORIGINE DU COMMUNISME BELGE : L'EXTREME-GAUCHE REVOLUTIONNAIRE D'AVANT 1914.

FONDATION JOSEPH JACQUEMOTTE

185 pages. Prix : 420 F (+ 30 F de port) à verser au compte 210-0598341-97 (avec la mention « Mouvement ouvrier ») de la Fondation Jacquemotte. Rue des Foulons 40 - 1000 Bruxelles.

URSS - tiers monde, quelles relations ?

Le dossier que présentent les CM a pris son départ dans un travail réalisé à l'ULB par *Dominique Simonis* sur les relations URSS-tiers monde. Il s'agissait pour elle, au travers d'un mémoire de licence en sciences politiques, d'analyser le discours et la pratique des pays socialistes — et singulièrement de l'URSS — envers les pays en voie de développement. Cette contribution a, parmi de nombreux mérites, celui de ramener à de justes proportions la vision « occidentaliste » des rapports avec le tiers monde, vision qui apparaît bien souvent aux yeux de l'opinion publique comme la seule possible. De fait, il y a une autre manière de concevoir la coopération avec les pays en développement. Une autre manière, cela ne signifie pas que les relations « Est-Sud » constituent un modèle. Dominique Simonis articule à cet égard quelques observations critiques.

Au travail original de D. Simonis, mais effectué « en chambre », nous avons voulu ajouter un témoignage sur le terrain : *Colette Braeckman,* qui avait été envoyée par le quotidien « Le Soir » comme grand reporter en Ethiopie, a accepté de verser ses réflexions au dossier.

Depuis que les effroyables images d'enfants éthiopiens affamés ont bouleversé l'opinion publique, notamment en Belgique, quelques éléments nouveaux peuvent être pris en compte. Le Soudan a pris la vedette dans le drame de la faim, et l'insistance des media est peut-être moins grande que ce ne fut le cas pour l'Ethiopie. D'autre part, dans un domaine connexe, l'action de « Médecins sans frontières » fait l'objet par certains, qui ne sont pas l'extrême-gauche, d'un examen brisant avec les tabous; cet examen met à nu le problème du type d'intervention qu'on entend privilégier dans les relations avec les PVD — action urgente et spectaculaire ou action à long terme et peu visible. Ce nouveau regard jeté sur Médecins sans frontières éclaire aussi notre dossier. Car ce qui émerge encore ici, c'est l'opposition entre deux approches d'un même problème.

Certes, il y a beaucoup d'ambiguité dans les notions de « tiers monde » et de « pays en développement »; les contradictions entre pays auxquels est accolé ce label sont évidentes. Au point qu'on peut s'interroger sur la validité d'une solidarité avec l'ensemble de ces pays.

En tout état de cause, le retard des pays en développement ne se comble pas en menant une politique de « coopération » fondée, comme en Belgique, sur le modèle de croissance capitaliste.

DOMINIQUE SIMONIS

Les relations URSS/tiers monde : aspects économiques (*)

Depuis le milieu des années 70, les revendications économiques du tiers monde sont de plus en plus pressantes. Elles n'épargnent pas les pays socialistes. Le mécontentement à l'égard de l'aide économique de l'URSS concerne tant son faible volume que la structure déséquilibrée des échanges par pays et par produits.

Cet article tente de dresser le bilan des relations économiques entretenues par l'URSS avec le tiers monde au cours des dix dernières années et de les resituer dans le cadre d'un dialogue Est-Sud axé sur la question du nouvel ordre économique international (NOEI) (**).

La présentation de la position soviétique dans ce débat et sur trois thèmes en particulier — les exportations de produits manufacturés en provenance des pays en voie de développement (PVD), le programme intégré pour les produits de base (PIPB) et l'aide économique — se base essentiellement sur les déclarations communes des pays socialistes faites dans le cadre des conférences de la CNUCED et sur l'analyse des articles d'auteurs soviétiques afin de saisir directement la conception soviétique dans ses sources.

Dans un deuxième temps, il s'agit de confronter l'approche conceptuelle soviétique à sa pratique, en proposant une étude chiffrée des échanges commerciaux et de la coopération économique de l'URSS avec le tiers monde.

(*) Ne sont repris ici que quelques résultats de l'étude publiée dans la Revue des pays de l'Est, Bruxelles, n° 2, 1984.

(**) Selon la conception soviétique, on distingue parmi les pays en voie de développement :

— les pays à orientation socialiste, Afghanistan, Yemen du Sud, Ethiopie, Angola, Mozambique, Nicaragua;

— les pays en voie de développement ayant opté pour la voie socialiste : Algérie, Bénin, Birmanie, Congo, Guinée, Irak, Madagascar, Syrie, Tanzani;

— les pays en voie de développement ayant opté pour la voie capitaliste.

Sont membres du Comecon : l'URSS, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la RDA, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Mongolie, Cuba, Vietnam.

Dans les annuaires statistiques des Nations Unies, les échanges de Cuba, la Mongolie, le Vietnam, le Laos, la Corée, le Cambodge sont recensés sous la rubrique « autres pays socialistes »; le tiers monde n'incluant que les pays en développement à économie de marché.

A partir de la définition retenue par *Marie Lavigne :* « le système socialiste est un système économique fondé sur la propriété socialiste des moyens de production de base » *, on peut dresser une liste de 14 pays socialistes : URSS, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, RDA, Yougoslavie, Albanie, Mongolie, Corée, Vietnam, Chine, Cuba.

* Lavigne, M., *Les économies socialistes soviétique et européennes,* Armand Colin, 1979, p. 12.

1. PARTICIPATION DE L'URSS AU DIALOGUE EST-SUD

Les principes qui sous-tendent l'attitude soviétique vis-à-vis du tiers monde s'articulent autour de deux grandes idées :

— la stratégie socialiste de développement constitue la voie à suivre pour atteindre l'indépendance économique et « mettre fin à l'emprise des monopoles internationaux » (1);

— les relations entre les pays socialistes et les PVD sont d'une nature différente et se caractérisent par des modalités avantageuses pour les PVD : échanges commerciaux stables, planifiés dans le cadre d'accords à long terme, règlement par clearing qui économise des devises fortes, conditions libérales des crédits de coopération économique et technique, possibilité de remboursement en nature (2).

En outre, les pays socialistes rejettent toute responsabilité dans le retard économique des PVD, retard qui est le produit du capitalisme et de ses corollaires, le colonialisme et l'impérialisme. La conception « Nord riche-Sud pauvre » est inacceptable.

Par conséquent, dans le débat sur la restructuration de l'ordre économique international, il n'y a aucune raison de présenter aux pays socialistes les mêmes revendications que celles que les PVD présentent aux pays capitalistes développés, en particulier celle concernant l'attribution d'une partie fixe du PNB à l'aide économique (3). C'est sur base de cet argument que les pays socialistes motivent leur absence du dialogue Nord-Sud auquel ils n'ont par ailleurs pas été conviés.

De même, il ne peut y avoir de débat sur l'endettement des PVD vis-à-vis des pays socialistes en raison des principes qui fondent leur coopération — égalité des droits et avantage mutuel — des conditions favorables auxquelles les crédits sont octroyés et des facilités de remboursement qui sont organisées.

Si les pays socialistes font bénéficier les PVD de leur coopération économique et technique, c'est en raison de l'alliance naturelle et des intérêts convergents qui existent entre pays socialistes et PVD. En d'autres termes, les relations entre pays socialistes et PVD constituent déjà un élément positif du NOEI (4).

Conséquences pratiques :

a) Le commerce est au centre de la politique d'aide des pays socialistes au profit des PVD; cela résulte de l'importance du commerce extérieur pour les PVD à l'étape actuelle et surtout des principes d'égalité en droits et d'avantage mutuel. Les relations entre les pays socialistes et les PVD doivent stabiliser et étendre les marchés d'exportation pour les PVD, établir un rapport favorable entre prix d'importation et d'exportation. Ces avantages découlent du caractère planifié des économies socialistes et de leur développement sans crises, ainsi que de l'organi-

(1) Skorov, G., La lutte des jeunes Etats pour l'égalité des droits économique, dans *Sciences sociales* 3/1978, p. 203.

(2) Despiney, B., Pays socialiste et nouvel ordre économique international, dans *Stratégies des pays socialistes dans l'échange international,* ouvrage collectif dirigé par M. Lavigne, Economica, Paris, 1980, pp. 103-118.

(3) Skorov, G., *op. cit.* pp. 199-200.

(4) Pankine, Nouvel ordre économique international, *Sciences sociales* 1/1978, p. 187.

sation des échanges dans le cadre d'accords de commerce à long terme (5).

Ces accords reposent sur le principe de l'équilibre bilatéral et comprennent la clause de la nation la plus favorisée. Des protocoles annuels précisent les conditions des échanges. Les accords à long terme fixent seulement le cadre des échanges et les prix afin d'aplanir les oscillations de la conjoncture.

Depuis 1974, ce système est remis en cause par les PVD en raison de facteurs exogènes (hausse des prix des matières premières, politique multilatérale de préférence généralisée de la CEE...) mais aussi en raison de facteurs inhérents aux relations entre les pays socialistes et les PVD : faiblesse et déséquilibre des échanges.

b) La coopération économique et technique doit contribuer au développement de la production plutôt que consister en un transfert automatique d'une certaine part du PNB. En vertu des principes d'indépendance nationale et de non-intervention dans les affaires intérieures, les dons et les investissements directs sont en principe exclus (6).

Stratégie socialiste de développement :

En réponse aux attaques formulées contre eux par les PVD, les pays socialistes ont d'une part rejeté une quelconque responsabilité dans le retard et les difficultés du tiers monde et ont d'autre part critiqué les nouveaux concepts de développement : autonomie économique collective et satisfaction des besoins fondamentaux. Le premier concept est critiquable s'il tend à un certain isolement des PVD; les pays socialistes réitèrent leur condamnation de la vision « Nord riche-Sud pauvre » et rappellent que les PVD se divisent en pays à orientation socialiste et pays capitalistes.

Le second ne met pas l'accent sur le fait que l'essor économique et l'industrialisation des PVD nécessitent une profonde transformation des structures socio-politiques de ces pays (7).

La stratégie socialiste de développement comporte quatre volets :

— planification pour une organisation rationnelle de la production,

— large secteur public pour mettre en œuvre les plans de développement économique et nationalisation comme affirmation de la souveraineté nationale,

— industrie lourde,

— réformes agraires en vue de modifier les structures de l'agriculture mais aussi pour accroître la production et tendre vers l'indépendance alimentaire des PVD (8)

---

(5) Kodatchenko, A., Sur la base de l'égalité en droits et de l'avantage mutuel, dans *Vie Internationale,* 7/1982, p. 55.

(6) Lavigne, M., *Les économies socialistes soviétiques et européennes,* Collection U, Armand Colin, Paris, 3° édition, 1979, p. 397.

(7) Oulrikh, O., Pays en développement, le retard se comble, dans *Sciences sociales,* 1/1983 p. 173.

(8) Meyer, Y.A., L'assistance soviétique à l'agriculture des pays en voie de développement, dans *Revue tiers monde,* t. XXIV, n° 95, juillet-septembre 1983, p. 610.

Le débat à la CNUCED :

1. Au cours des trois dernières sessions de la CNUCED (Nairobi en 1976, Manille en 1979, Belgrade en 1983), les pays socialistes se sont efforcés de répondre aux revendications des PVD présentées dans les déclarations du « groupe des 77 ». Ces revendications sont de trois ordres : elles concernent le commerce, la coopération économique et l'aide, les nouvelles formes de coopération économiques. Les positions ont peu évolué au fil des sessions depuis la première remise en cause par les PVD de l'aide économique des pays socialistes et de leur stratégie de développement (Manille 1976). Dans leur déclaration commune faite lors de la IV° session de la CNUCED (1976), (9) les pays socialistes affirment avoir une position proche de celle des PVD conformément à leur souci d'« alliance naturelle ». Mais parmi les revendications des PVD, il en est qui sont jugées inacceptables par les pays socialistes car elles ignorent la nature différente des relations entre pays socialistes et PVD et tentent de leur faire partager la responsabilité des séquelles du colonialisme et la crise du capitalisme. Il en est ainsi de la revendication concernant le transfert net de ressources aux PVD (1 % du PNB) au titre de l'aide publique au développement (APD). En conséquence, les pays socialistes présentent en guise de proposition aux PVD leurs pratiques existantes : les relations entre les pays socialistes et les PVD constituent un élément positif du NOEI. Ainsi, la plupart des revendications adressées spécialement aux pays socialistes restent sans écho, excepté des déclarations d'intention à propos du développement des importations de produits finis en provenance des PVD, de l'extension de la coopération économique et du recours à la pratique des règlements multilatéraux sur la base du rouble transférable.

Ce n'est donc pas un hasard si l'on retrouve dans le Programme d'Arusha présenté par le « Groupe des 77 » en 1979, un grand nombre de revendications déjà présentées à Nairobi en 1976. La seule nouveauté concerne une revendication relative aux accords de paiement. Les PVD réclament que tous les paiements se fassent en monnaies convertibles, sauf quand un PVD exprime sa préférence pour le maintien des comptes de compensation ou tout autre arrangement (10). Sur ce point les PVD obtiendront progressivement satisfaction (cf. infra). Mais pour l'essentiel, les pays socialistes répètent leurs propositions de Nairobi. En outre, si les pays socialistes renouvellent leur souhait d'un NOEI, ils insistent sur la nécessité que celui-ci supprime toutes les discriminations, y compris celles qui visent les pays socialistes. Ils revendiquent auprès des PVD le bénéfice de conditions qui ne soient pas inférieures à celles accordées aux pays capitalistes et considèrent explicitement les relations Est-Ouest comme un secteur du commerce international à restructurer. En fait l'ambiguité de la position exprimée par les pays socialistes tient à leur refus d'être classés parmi les « riches » au même titre que les pays capitalistes développés, sans pouvoir faire partie des « pauvres » sous peine de discréditer l'efficacité du développement socialiste. En outre le discours anti-impérialiste doit s'accommoder de la participation accrue des pays socialistes au marché mondial. C'est

(9) Déclaration commune des pays socialistes, TD 218 (Vol. I), Nations Unies, New York, 1977, Annexe VIII, Section F, pp. 165-183.

(10) Programme d'Arusha, TD 236, CNUCED V, mai 1979.

ce qui explique leur refus de dissocier la question des échanges Est-Ouest du débat sur la restructuration des relations économiques internationales.

Quoi qu'il en soit, l'URSS ne reste pas sans réplique face aux critiques des PVD. Pour preuve on peut faire allusion à la dernière session de la CNUCED tenue à Belgrade en 1983. Pour la première fois, l'URSS a répondu à la revendication des PVD concernant l'aide économique par un argument d'ordre quantitatif. Selon le délégué soviétique, l'aide nette de l'URSS aux PVD aurait atteint une moyenne de 1 % du PNB entre 1976 et 1980, passant de 0,9 % en 1976 à 1,3 % en 1980 (11).

2. Trois thèmes particuliers débattus dans le cadre de la CNUCED

• ***Le programme intégré pour les produits de base (PIPB)***

Selon les auteurs soviétiques, la position des pays socialistes sur le problème des produits de base est proche de celles des PVD en raison d'un intérêt commun pour la refonte du mécanisme des marchés des produits de base, ménanisme institué à l'époque coloniale et qui ne correspond plus aux conditions présentes (12). Sur deux questions précises, il faut toutefois nuancer cette « convergence de vues ».

En ce qui concerne la proposition d'une indexation des prix des produits de base sur les prix des produits importés par les producteurs et exportateurs de produits de base, la position des pays socialistes reste ambigüe. Ils affirment leur accord de principe pour cette formule mais, invoquant les difficultés pratiques d'une indexation directe, les pays socialistes proposent plutôt aux PVD de stabiliser leurs revenus au moyen d'accords internationaux réunissant producteurs et consommateurs par produit et comprenant des stocks régulateurs « s'ils sont opportuns ». En définitive, les pays socialistes préfèrent substituer à ces stocks des accords bilatéraux à long terme, ce qui n'est rien d'autre que la formule la plus couramment pratiquée par les pays socialistes.

A propos du Fonds commun des produits de base, la réticence est plus nette puisque les pays socialistes critiquent la répartition des droits de vote adoptée par l'Accord créant le fonds dont elle est la principale originalité. En effet, l'objectif de la divergence entre les contributions au fonds et les droits de vote était d'octroyer aux PVD le plus large groupe de voix. Et quant au financement du fonds, les pays socialistes préconisent un système de dépôts en espèces effectués dans le cadre des accords par produit et sur base de contributions volontaires.

• ***Articles manufacturés et semi-finis***

Sur cette question, les pays socialistes font à nouveau valoir que leur système d'accords bilatéraux à long terme et le caractère planifié de leur commerce extérieur contribuent à l'expansion du commerce avec les PVD et en particulier à l'augmentation des importations de produits manufacturés en provenance du tiers monde.

Les pays socialistes offrent aux PVD la conclusion d'accords à long terme (2 à 3 périodes quinquennales) garantissant des relations

(11) Viratelle, G., Les travaux de la sixième CNUCED, *Le Monde*, 15/6/83.

(12) Déclaration commune, TD 218, Annexe VIII, Section F, *op. cit.*, pp. 169-172, et Pankine, *op. cit.*, p. 195.

sans réciprocité quant aux mesures préférentielles, mais aussi sans discrimination (13).

Il faut aussi mentionner que depuis 1965, l'URSS a adopté un système d'admission en franchise pour les produits des PVD. Mais l'impact du caractère planifié du commerce extérieur de l'URSS fait perdre à la mesure beaucoup de sa signification, ajouté à l'inconvertibilité des monnaies.

Il semble que l'URSS n'ait augmenté ses importations de produits manufacturés qu'en provenance de quelques PVD qui ont déjà atteint un certain degré d'industrialisation comme l'Inde.

• ***Aide au développement***

Après avoir constamment rejeté la revendication de 1 % puis 0,7 % du PNB pour l'APD sur base d'arguments d'ordre qualitatif (relations de nature différente, aide à la production plutôt que transfert automatique...) l'URSS est passée sur le terrain de l'adversaire en communiquant officiellement pour la première fois aux Nations Unies en juillet 1982 le montant de son aide économique : 1 % du PNB entre 1976 et 1980. Il existe actuellement une polémique à propos de ces estimations. L'OCDE estime cette aide à 0,01 % du PNB en moyenne entre 1976 et 1982, et à un pourcentage qui varie de 0,11 à 0,14 si l'on tient compte de l'aide à l'Afghanistan, à Cuba, au Kampuchéa, au Laos et au Vietnam (14).

L'écart entre les données tient à la définition que l'on donne de part et d'autre de l'aide économique. En particulier les subventions de prix ne sont pas comprises dans les estimations de l'OCDE car elles ne sont pas considérées par le Comité d'aide au développement comme de l'APD. Or le traitement préférentiel de l'URSS en matière de prix dans les accords commerciaux sur les produits de base conclus avec Cuba et le Vietnam, par exemple, est assez important.

Une caractéristique de l'aide soviétique doit encore être notée. Il s'agit de sa concentration sur cinq principaux bénéficiaires : Afghanistan, Cuba, Kampuchéa, Laos, Vietnam, dont la part est passée de 64 % en 1976 à 83 % en 1981. Selon les Soviétiques, ce traitement préférentiel se justifie par le fait que les pays qui ont opté pour la voie socialiste sont plus aptes à utiliser l'aide pour leur développement. Les autres PVD bénéficient de l'avantage mutuel, c'est-à-dire que le partenaire socialiste doit y trouver son compte (15).

2. LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L'URSS ET LES PVD

Les échanges entre l'URSS et les PVD représentent plus de 60 % des échanges entre les pays européens du CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle ou Comecon) et les PVD. Ils ont crû à un rythme très rapide dans les années 70 et sont passés globalement (exportations + importations) de 4,4 milliards de dollars en 1970 à environ 30

(13) Déclaration commune, TD 218, *op. cit.*, pp. 173-174.

(14) Document OCDE, L'aide économique des pays du CAEM, 11 mai 1983.

(15) Lavigne, M., La réponse des pays du Comecon, *Le Monde Diplomatique*, juin 1983, pp. 12-13.

milliards de dollars en 1982. Toutefois ce dynamisme n'est pas propre à ces échanges. Le tableau 1 montre que si la part des exportations de l'URSS vers les PVD dans les exportations soviétiques se stabilise autour de 20 %, celle des importations dépasse rarement 16 %. Quant à la part de l'URSS dans le commerce des PVD, elle diminue tant du côté des exportations que des importations. Il faut souligner par ailleurs que les PVD jouent un rôle relativement plus important dans les échanges de l'URSS que l'inverse.

Tableau 1 - Part en % des échanges URSS/PVD dans le commerce de chaque partenaire

Années	Dans le commerce de l'URSS		Dans le commerce des PVD	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations
1970	20,9	14,8	3,1	4,6
1975	18,5	16,1	2,7	3,1
1980	18,5	14,9	1,7	3,0
1981	20,0	16,9	2,0	3,1
1982	21,1	17,0	2,4	3,8

Source : Annuaires statistiques des Nations Unies.

L'évolution comparée des exportations et des importations fait apparaître un solde positif permanent pour l'URSS. En outre, le solde annuel connaît une croissance assez nette (cf. Tableau 5). L'interprétation de ces soldes des échanges URSS/PVD est particulièrement importante puisque le commerce est considéré par les Soviétiques comme le moyen d'une véritable coopération. La question requiert que l'on examine les modes de règlement en vigueur.

Avant d'y parvenir notons encore quelques caractéristiques des échanges URSS/PVD. En ce qui concerne l'évolution par zone, on constate qu'en 1974 l'Asie a cédé à l'Amérique Latine sa première place dans les flux d'échanges de l'URSS avec le tiers monde. Ceci s'explique par la forte augmentation des importations soviétiques en provenance d'Amérique Latine en particulier les importations de céréales. En outre, le tableau 3 qui présente les principaux partenaires commerciaux de l'URSS dans le tiers monde, illustre la tendance à une concentration accrue des échanges sur un petit nombre de pays, surtout en ce qui concerne les importations.

Tableau 2 - Part en % de chaque zone dans le commerce de l'URSS avec les PVD

Années	Afrique		Amérique Latine		Asie	
	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.
1970	21,6	28,4	24,3	35,3	24,6	36,3
1974	14,7	21,1	24,0	36,0	33,1	42,9
1975	12,9	18,1	28,9	51,6	29,9	30,4
1981	10,3	7,7	25,0	59,9	33,9	32,4
1982	9,9	4,1	25,7	48,2	29,9	27,7

Source : Annuaires statistiques des Nations Unies.

Ainsi en 1981, les cinq principaux partenaires de l'URSS dans le tiers monde contribuaient pour 65 % des importations soviétiques en provenance de PVD (Argentine, Inde, Brésil, Iran, Libye) et pour 35 % des exportations soviétiques à destination de PVD (Inde, Irak, Iran, Afghanistan, Turquie) (16).

Tableau 3 - Principaux partenaires de l'URSS dans le tiers monde

	1975		1978		1981	
	Exp.	**Imp.**	**Exp.**	**Imp.**	**Exp.**	**Imp.**
1	Inde	Egypte	Irak	Irak	Inde	Argentine
2	Iran	Inde	Iran	Inde	Irak	Inde
3	Irak	Iran	Inde	Argentine	Iran	Brésil
1 à 3	25,6 %	35,7 %	25,6 %	39,8 %	27,4 %	54,5 %
4	Egypte	Brésil	Egypte	Iran	Afghanistan	Iran
5	Algérie	Argentine	Afghanistan	Egypte	Turquie	Libye
1 à 5	36,9 %	55,6 %	30,7 %	55,3 %	35,0 %	65,2 %

Source : Annuaires statistiques des Nations Unies.

En ce qui concerne la composition des échanges par produits, il faut se garder d'établir une comparaison trop hâtive avec la structure des échanges Nord-Sud, même si ce sont bien les produits primaires (essentiellement des produits alimentaires) qui dominent dans les importations soviétiques en provenance des PVD et si l'URSS exporte avant tout des produits manufacturés (cf. Tableau 4). On peut en effet distinguer trois groupes de partenaires de l'URSS à partir du critère de la composition des échanges : les pays qui fournissent des produits alimentaires et des produits tropicaux dans le cadre d'un approvisionnement relevant du domaine purement commercial; les pays qui exportent des matières premières minérales en remboursement de livraisons d'équipements réalisées dans le cadre des accords de coopération et d'assistance technique; les principaux bénéficiaires de l'aide économique soviétique. Dans le premier cas, l'URSS peut se prévaloir d'offrir un débouché pour l'agriculture des PVD. Dans les deux autres cas, les PVD bénéficient de crédits à long terme et à faible taux d'intérêt pour la mise en valeur de leurs richesses minérales; les échanges correspondent alors à une politique de coopération assez systématique de la part de l'URSS en vue de garantir son approvisionnement à long terme (accords sur base compensatoire conclus avec la Guinée pour la bauxite, avec le Maroc pour les phosphates).

(Voir tableau 4 en haut de la page suivante).

On notera encore l'importance de la part des exportations non ventilées. Elle représentent 30 à 50 % des exportations soviétiques à destination des PVD. Il s'agit en grande partie de matériel militaire.

(16) Crosnier, M.A., Duchene, G., Tiraspolsky, A., chapitre IV - Les moyens économiques in *L'URSS et le tiers monde : une stratégie oblique,* ouvrage collectif du GERSS, Les cahiers de la fondation pour les études de défense nationale, n° 32, 1984, p. 121.

Tableau 4 - Part en % des produits primaires et manufacturés dans les échanges de l'URSS avec les PVD

	1970	1975	1980	1981	1982
Exportations :					
• produits primaires :	17,5	27,4	25,8	29,2	27,5
• produits manufacturés :	45,7	34,9	30,4	27,7	26,8
Importations :					
• produits primaires :	82,6	86,6	89,5	88,3	88,8
• produits manufacturés :	17,3	13,3	9,9	11,3	10,7

Source : Annuaires statistiques des Nations Unies.

Organisation des échanges.

Traditionnellement, l'URSS organisait ses échanges dans le cadre d'accords bilatéraux à long terme permettant une économie de devises fortes grâce au règlement par clearing. Il était prévu que le prix s'établissait sur base des prix mondiaux. Les conditions favorables de la coopération économique facilitaient le remboursement et stimulaient les exportations des PVD : possibilité de rembourser les équipements fournis par l'URSS, soit par des produits issus de la coopération, soit par des produits d'exportation traditionnels.

Mais cette organisation des échanges s'est heurtée aux critiques et revendications des PVD, surtout à partir de la IV° CNUCED, et de nouvelles modalités de coopération économique et de commerce en ont résulté.

Attachons-nous en particulier à la question des règlements. Comme on l'a indiqué précédemment, elle prend toute son importance si l'on se souvient de la place accordée par l'URSS au commerce comme moyen de coopération et si l'on sait que l'évolution comparée des exportations et des importations entre l'URSS et les PVD se traduit par un déficit permanent des PVD (à l'exception de l'Amérique Latine) qui est passé de 969 millions en 1970 à 6.682 millions en 1982. Ce déséquilibre est essentiellement imputable aux grandes quantités de biens d'équipement exportés par l'URSS sur la base des crédits à long terme. En effet les statistiques ne font pas de distinction entre flux commerciaux proprement dits et flux liés aux accords de coopération économique et technique.

Le problème de l'endettement vis-à-vis de l'URSS (et des pays socialistes) qui constitue donc un sujet de préoccupation pour les PVD, malgré le faible pourcentage qu'il représente dans la dette totale de ces pays, est lié au mode de règlement par clearing.

L'accord de clearing autorise chaque partie à ouvrir un compte spécial à son nom auprès d'une banque de l'autre pays afin que l'importateur puisse payer en monnaie nationale en créditant dans sa banque le compte de son partenaire, tandis que l'exportateur se voit régler ses fournitures en monnaie nationale par la banque de son pays qui débite le compte détenu par le partenaire (17). L'avantage offert par le principe du clearing est d'éviter la nécessité d'un équilibre immédiat des échanges et surtout d'économiser des devises.

(17) Diambou, J., Les échanges des pays socialistes avec les pays en voie de développement : tendances globales sur longue période, *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 215, février 1978, p. 386.

Pourquoi, dans ces conditions, les PVD ont-ils alors remis en cause ce type de règlement, réclamant dans le « Programme d'Arusha » présenté en 1979 : « Tous les paiements devraient se faire en monnaie convertible, sauf quand les pays en voie de développement expriment une préférence ou manifestent de l'intérêt pour d'autres arrangements spéciaux, comme les comptes de compensation » (18).

Deux pays d'explication sont envisageables.

Certains types, en particulier les pays d'Amérique Latine, sont structurellement excédentaires vis-à-vis de l'URSS. Dans ce cas, c'est le PVD qui offre, en quelque sorte, un crédit sans intérêt au partenaire plus développé. Quant à la réticence du PVD à augmenter ses importations en provenance d'URSS, elle peut avoir diverses causes.

Pour les PVD exportateurs de produits de base, c'est en période de croissance des prix des matières premières que le clearing et les prix fixes entraînent un manque à gagner par rapport au système de paiement en devises convertibles. Mais il n'est pas évident que les prix payés par l'URSS pour les matières premières soient systématiquement inférieurs aux prix mondiaux. En outre, lorsque le clearing est utilisé dans le cadre de la coopération économique, il faudrait pouvoir évaluer le prix des prestations soviétiques *; or pour de tels produits (biens d'équipement et assistance technique), il est difficile de se fonder sur un prix mondial de référence.

En tout état de cause, dès la seconde moitié des années 70 et au début des années 80, le système du clearing a progressivement été remplacé par celui des paiements en devises convertibles. Seuls sept pays ont maintenant le règlement par clearing dans leurs échanges avec l'URSS.

Tableau 5 - Volume des échanges de l'URSS avec le tiers monde (en millions de dollars E.U. - FOB)

Années		Total tiers monde	Afrique	Amérique	Asie
1970	Exp.	2684	580	653	659
	Imp.	1715	487	606	622
	Solde	969	93	47	37
1975	Exp.	6165	797	1782	1841
	Imp.	5677	1025	2929	1723
	Solde	488	-228	-1147	118
1980	Exp.	14163	1380	3680	4337
	Imp.	9351	1015	5196	3140
	Solde	4812	365	-1516	1197
1981	Exp.	15804	1631	3956	5352
	Imp.	11122	857	6666	3598
	Solde	4682	774	-2710	1754
1982	Exp.	18323	1817	4705	5481
	Imp.	11641	472	7940	3229
	Solde	6682	1345	-3235	2252

Source : Annuaires statistiques des Nations Unies

(18) Programme d'Arusha, TD 236, op. cit., pp. 99-102.

** Les livraisons de produits de base interviennent en remboursement d'accords de coopération.*

3. LA COOPERATION ECONOMIQUE ET TECHNIQUE

Les Soviétiques notent volontiers qu'un des avantages de leur coopération avec les PVD tient à l'existence d'une large gamme d'instruments juridiques et d'arrangements institutionnels parmi lesquels chaque pays peut trouver une combinaison idéale. Les accords de coopération économique entre pays à systèmes économiques et sociaux différents doivent contribuer à « réaliser une nouvelle division du travail et une nouvelle complémentarité génératrices d'échanges, dans l'intention d'instaurer un nouvel ordre économique international » (19).

L'accord type, l'accord bilatéral de coopération économique et technique est un accord intergouvernemental par lequel les parties s'engagent à développer des relations stables et mutuellement avantageuses. Il détermine les domaines de coopération ainsi que ses formes. La coopération consiste généralement en une aide de l'URSS à la construction d'usines ou à l'exécution d'autres projets, accordée sous la forme de crédits de coopération économique et d'assistance technique. Les crédits sont le plus souvent des crédits en nature : l'ouverture de fonds correspond à la valeur des équipements et de l'assistance fournis par l'URSS.

En 1983, de tels accords avaient été conclus par l'URSS avec quelques 80 PVD. Ils portent sur des projets très divers : expansion des capacités de production (sidérurgie en Inde, par exemple), mise en valeur et exploitation des ressources naturelles, développement de l'infrastructure, de l'agriculture et de l'industrie manufacturière. Ces accords concernent différentes formes de coopération : coopération dans la production, coopération scientifique et technique, coopération dans le domaine de la planification, coopération sur les marchés tiers (projet sidérurgique URSS/Inde en Algérie, au Nigéria), coopération tripartite (projets faisant intervenir un partenaire occidental).

Environ 1700 projets auraient été réalisés avec l'assistance soviétique, et selon les estimations occidentales (20), l'URSS aurait accordé aux PVD environ 14 milliards de dollars de crédits au titre de l'aide économique entre 1975 et 1982.

PERSPECTIVES

La notion d'« alliance naturelle » semble bien avoir cédé le pas au principe de l'avantage mutuel dans les échanges entre les pays socialistes et les PVD, à l'exception sans doute de l'aide de l'URSS à quelques pays qui appartiennent, selon la conception soviétique à la communauté socialiste plutôt qu'au tiers monde : Cuba, la Mongolie, le Vietnam, le Laos, la Corée, le Cambodge.

La solidarité de l'URSS avec tous les PVD peut être mise en doute à partir de la structure de ses échanges commerciaux : concentration sur un petit nombre de pays reflétant des motivations stratégiques (pays limitrophes donnant accès à la Méditerranée, au Golfe, à l'Océan

---

(19) Le mécanisme de coopération entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, document CNUCED, TD 243, supp. 3, 12/4/79.

(20) Khaldine, M., Les pays en développement et l'URSS : formes nouvelles de coopération commerciale et économique, Document CNUCED, TD/B/AC. 38/2 Add. 1, 11/4/1984.

Indien), politiques (pays à orientation socialiste) et économiques; déséquilibre des échanges par produits aussi.

Cependant, la critique fondamentale concerne la faiblesse des moyens mis à la disposition des PVD par l'URSS. Il est éclairant de constater la réticence des pays socialistes et de l'URSS à intégrer en tant que membres à part entière des PVD qui possèdent le statut d'observateur de CAEM depuis plusieurs années (par ex. le Mozambique). Le fardeau que constitue pour la communauté socialiste l'aide apportée à Cuba, au Vietnam ou à la Mongolie, ne permet pas d'envisager dans un futur rapproché l'adhésion d'autres PVD au CAEM.

L'amélioration des échanges entre l'URSS et les PVD dépendra dans l'immédiat, des capacités économiques du partenaire socialiste et de la disposition des PVD à augmenter leurs livraisons de produits de base à destination de l'Est.

COLETTE BRAECKMAN

L'aide à l'Ethiopie — faire la part de l'idéologie

Face à la ronde des avions occidentaux qui naviguent entre les ports éthiopiens et les centres de distribution du Wollo et du Tigré, face aux cohortes d'agences privées, de volontaires, d'équipes médicales qui travaillent dans les camps de réfugiés et assurent l'aide d'urgence, l'assistance que le camp socialiste apporte à l'Ethiopie sinistrée ne fait pas bonne figure. A première vue tout au moins. Pour secourir les victimes de la famine, les autorités semblent avoir laissé le champ libre aux Occidentaux : les journalistes et les équipes de télévision ont pu circuler, les missions d'information se sont succédé, pratiquement toutes les organisations humanitaires ont reçu le feu vert. Et avec panache, avec générosité, de manière parfois brouillonne aussi, voire agressive, l'assistance s'est mise en place. Des milliers de tonnes de vivres ont été acheminées et distribuées, des vies sans doute ont été sauvées. Dans l'immédiat tout au moins. Les volontaires revenus d'Ethiopie n'ont pas manqué de souligner le contraste entre cette efficacité, cette générosité de l'Occident, et l'assistance socialiste, singulièrement plus discrète, sinon dérangeante.

En effet, en matière de transport on a surtout constaté que c'étaient les pays socialistes qui fournissaient les avions, les autobus et les camions qui servaient à transporter les réfugiés réinstallés dans le sud. Réinstallation dont on se demande toujours si elle était réellement volontaire. De là à dire que les Soviétiques ont collaboré à la déportation des populations du Tigré, du Wollo et de l'Erythrée, il n'y avait qu'un pas que d'aucuns ont franchi.

D'autres encore ont souligné que, au moment même où l'aide internationale se mettait en place et faisait face au problème des transports, la guerre, elle, n'a jamais cessé : l'armée éthiopienne, forte de 300.000 hommes et équipée de matériel soviétique, n'a jamais stoppé ses opéra-

tions. Alors que les populations du Tigré, touchées par la sécheresse, fuyaient vers le Soudan, les cohortes de sinistrés ont été visées par l'armée éthiopienne et certains témoins rapportent même que voici un an, des récoltes, dans des régions contrôlées par les mouvements rebelles, ont été bombardées et brûlées. Pour cette année, le Front populaire pour la Libération de l'Erythrée, qui a cultivé des céréales dans la province de Barka, voisine du Soudan, craint qu'avant les moissons, les champs ne soient bombardés à leur tour comme naguère le Tigré...

Assistance militaire soutenue et qui s'est prolongée même aux pires moments de la famine, soutien à la politique de réinstallation, très controversée, absence d'aide alimentaire : la différence entre l'assistance socialiste à l'Ethiopie et l'attitude des Occidentaux était criante et a été abondamment soulignée. Cependant il serait à la fois naïf et inconséquent, de s'en étonner. Car l'Union soviétique est présente en Ethiopie, plus que les Occidentaux et depuis plus longtemps. Mais pour d'autres raisons, qui sont avant tout politiques. Les pays socialistes en effet, plutôt que de soulager momentanément une population sinistrée, ont pour objectif de renforcer un régime révolutionnaire, de soutenir les réformes à long terme qu'il a entamées, de former des cadres capables de relayer la politique officielle. C'est ainsi que, depuis le début de la révolution éthiopienne voici dix ans, l'Union soviétique et ses alliés ont aidé les dirigeants éthiopiens à construire un Etat socialiste : des milliers de cadres du parti devenu aujourd'hui le parti des travailleurs ont été envoyés dans les pays de l'Est et forment aujourd'hui l'armature du régime. La police a été réorganisée par les Allemands de l'Est, les services de sécurité de l'Etat ont été renforcés, l'armée, au moment de l'invasion somalienne dans l'Ogaden, en 1977-78, a reçu des Soviétiques un soutien décisif et même si actuellement encore les dépenses militaires absorbent trente pour cent du budget, les crédits consentis en ce domaine par l'Union soviétique l'ont été à très long terme et certains remboursements peuvent se faire en nature (notamment en café).

Plus encore, et plus significatif, l'aide consentie à l'Ethiopie a été essentiellement une assistance à long terme, destinée à mettre en place d'autres structures de production, à renforcer l'organisation de l'agriculture sur un mode socialiste. C'est ainsi qu'au début des années 80, il fut décidé de mettre en valeur les hautes terres du Bale et du Sidamo, naguère occupées par les nomades que la guerre de l'Ogaden avait chassés vers la Somalie. Dans ces hautes terres, les autorités mirent en place des camps de réinstallation et surtout des fermes d'Etat, sortes de sovkhozes, destinées à assurer la sécurité alimentaire, mais surtout à garantir l'approvisionnement des villes, des fonctionnaires et de l'armée. Les résultats de ces fermes d'Etat s'avérèrent décevants, surtout par rapport aux investissements consentis et le gouvernement a décidé de stopper le mouvement. Ces fermes d'Etat avaient été dotées de conseillers agricoles formés dans les pays de l'Est, d'Allemagne de l'Est, de Bulgarie ou de Pologne. Ce qui suscita un double problème : d'une part, le système éthiopien lui-même était trop centralisé, trop bureaucratique pour fonctionner efficacement malgré le dévouement de nombreux responsables, et de l'autre, le matériel n'était pas toujours adapté aux conditions d'une agriculture tropicale, en altitude. Les histoires de camions en panne, ou consommant beaucoup

trop, de pièces de rechange introuvables ou livrées après les récoltes, de matériel vétuste et inopérant ont fait des gorges chaudes à Addis-Abeba où, en privé, beaucoup de responsables plaident en faveur de la technologie occidentale. Laquelle n'est cependant pas exempte de défauts.

On peut aujourd'hui analyser les échecs de la réforme agraire en Ethiopie, qui était cependant l'une des plus radicales d'Afrique et y voir, au-delà du désastre écologique, l'une des principales causes de la famine. Mais il faut reconnaître aussi que l'aide accordée par l'Union soviétique s'inscrit dans le cadre d'une économie socialiste et qu'elle ne manque pas de logique. C'est ainsi qu'un programme de coopération économique à long terme a été signé en septembre 1984 entre l'Ethiopie et l'Union soviétique. La production agricole en constitue l'un des principaux volets. L'agence Novosti souligne que le programme envisage la mise en valeur des terres de la vallée Baro Akobo où une digue en terre et un système d'irrigation serviront à exploiter 10.000 hectares. D'autres travaux sont prévus dans la vallée de l'Aouache, permettant le développement de l'agriculture sur une superficie de 60.000 hectares. De grands travaux similaires ont été entrepris déjà du temps de l'empereur avec le concours de fonds européens, pour la culture du coton notamment, et à l'époque on avait vivement critiqué le fait que les nomades de la région se soient vu déposséder de leurs terres de transhumance. Mais une telle politique qui n'est pas propre à l'Ethiopie d'ailleurs, relève d'une certaine philosophie du développement « par le haut », par les grands projets et il n'est pas étonnant que les dirigeants éthiopiens aient demandé aux pays socialistes de les aider en ce domaine. Par ailleurs, une usine d'assemblage de tracteurs a été mise en exploitation dans la ville de Nazareth. Elle devrait assembler mille tracteurs par an, qui seront livrés aux coopératives paysannes et aux fermes d'Etat. Ici aussi, on constate que, très logiquement, l'assistance fournie par les pays socialistes va essentiellement au secteur socialiste, aux groupes contrôlés par le régime, plutôt qu'aux paysans individuels qui assurent cependant l'essentiel de la production et représentent la majorité des habitants du pays. Mais en Ethiopie comme ailleurs, ou peut-être plus encore, ils sont oubliés par les plans de développement.

L'Union soviétique aide aussi à construire des silos à grains, des installations frigorifiques, des ateliers de réparation de machines agricoles. Un laboratoire phytopathologique créé dans la ville d'Ambo étudie les maladies des plantes et l'implantation de techniques de pointe pour la culture.

L'Union soviétique envoie également à l'Ethiopie du matériel d'irrigation, des installations de forage pour les puits, du matériel permettant aux associations paysannes de multiplier les terrasses anti-érosion, des médicaments. Des programmes de reforestation, d'aménagement de bandes forestières de protection destinées à lutter contre l'érosion ont également été mis en place, avec le soutien des associations paysannes. Et surtout, l'Union soviétique, alors que les Occidentaux surmontent difficilement leurs réticences, participe à la mise en valeur des « terres vierges » du sud du pays, censées être plus fertiles, et où le gouvernement envisage de réinstaller 1,5 million de sinistrés du nord.

L'Union soviétique a cependant participé à l'aide d'urgence, en

acheminant vers l'Ethiopie trois cents camions accompagnés de leurs chauffeurs (dont l'Ethiopie devait payer le salaire), ainsi que des avions-cargos et 24 hélicoptères MI 8 tandis que des hélicoptères polonais participaient au parachutage de vivres dans les régions inaccessibles.

En fait, l'assistance que les pays socialistes accordent à l'Ethiopie est plus importante qu'il n'y paraît, mais beaucoup moins spectaculaire. Et elle s'inscrit dans le cadre de projets à long terme; dans la logique d'un programme politique précis qui est la socialisation de l'économie, Cette assistance est, d'une certaine manière, très politique. Mais l'aide au tiers monde accordée par les pays occidentaux l'est également : ce n'est pas un hasard si ces derniers, refusant d'encourager la politique socialiste menée par les dirigeants éthiopiens ou de soutenir les déplacements de population, limitent l'aide d'urgence, comme ce n'est pas un hasard si la plupart des crédits occidentaux en Afrique vont non pas au secteur d'Etat mais à des producteurs individuels.

Ces deux types d'assistance sont plus politiques qu'il n'y paraît. Ici et là, leur efficacité pourrait être sujet à discussion, mais ce n'est pas le cas : en Ethiopie aujourd'hui, on évite pudiquement de remettre en question le système de commercialisation des produits agricoles ou les fermes d'Etat, mais on ne s'interroge pas non plus sur les éventuels effets pervers de l'aide alimentaire.

En fait, dans l'Ethiopie socialiste et sinistrée, les deux aides se superposent, se croisent. Ne se contredisent pas nécessairement, et leur principale différence est que l'une est plus spectaculaire que l'autre...

CAHIERS NORD-SUD

Les « Cahiers Nord-Sud » sont une nouvelle revue de vulgarisation des problèmes du sous-développement, principalement destinée à la sensibilisation des enseignants et futurs coopérants. Ils sont publiés conjointement par les Groupes d'Information Critique de l'Université Libre de Bruwelles et la Ligue de l'Enseignement et de l'Education Permanente (*). Les premiers numéros parus (« La faim dans le monde », « Modèles de développement ») fournissent les actes complétés et annotés du 1er cycle de formation aux relations Nord-Sud tenu à l'ULB en 1983-84, des notes critiques, des documents.

On peut dès l'abord regretter le choix du titre. Relations « Nord-Sud », n'est-ce pas implicitement renforcer la tendance trop répandue à ramener à un déterminisme naturel l'origine du sous-développement ? Ici, comme souvent, l'évolution sémantique n'est pas neutre. Il y aurait beaucoup à écrire sur le fait que c'est le président Truman qui inventa la notion de « pays sous-développés », à un moment où il convenait pour les Etats-Unis de briser les monopoles coloniaux européens, que les indépendances les transformèrent en « pays en voie de développement » qui sont aujourd'hui les « pays du Sud », alors que « pays en voie de sous-développement » conviendrait sans doute mieux mais est moins présentable. Australie, pays du « Sud » ?

Mais laissons là bien maigre querelle. Les articles des « Cahiers » fournissent des jalons pour des stratégies alternatives de développement, la prise en compte néces-

(*) Renseignements et abonnements : Université Libre de Bruxelles, Av. Fr. D. Roosevelt, 50 — 1050 Bruxelles. C.P. 122.

saire des valeurs issues des contextes socio-économiques traditionnels, le rejet de l'européanocentrisme. Certains sont d'excellentes synthèses allant à l'essentiel des relations de dépendance économique (comme les articles de Raymonde Dury, de Sophie Bessis ou de Colette Braeckman dans le volume à paraître sur la faim) ou superstructurelle (par exemple la contribution de Guy De Boeck sur l'occultation linguistique et la démocratie en Afrique Noire). D'autres fournissent une information sûre, comme l'article de Philippe Hennart sur la malnutrition, également dans le volume sur la faim. Parfois, certains n'échappent pas aux ambiguïtés de l'idéalisme (par opposition au matérialisme historique, non pas évidemment dans le sens de la suprématie idéaliste accordée au surnaturel). Ainsi, en vertu de quel contenu la laïcité aurait-elle, comme le prétend P. Delvoye, un idéal égalitaire ? Peut-on fonder une pratique solidariste efficace et politiquement conséquente sur la seule formulation de valeurs morales humanistes ? Peut-on tenter d'atteindre un « objectif d'équilibre entre la santé et le milieu sans vouloir en forcer le niveau » en faisant l'économie d'une analyse du niveau de développement des forces productives, du développement objectif des modes et des rapports de production ? Peut-on espérer construire un ordre économique mondial sur un « idéal de justice » ? Toutes ces questions et d'autres devront être revues avant de pouvoir répondre à la question de P. Mercenier, « faut-il participer au développement ? »

C. VANDERMOTTEN

« Je pense que le programme alimentaire pour la paix a été lancé en premier lieu comme moyen d'écouler nos stocks excédentaires. Nous lui avons donné ce nom parce que c'était un bon slogan politique dans ce pays. »

Earl BUTZ, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, 1966
cité par Sophie Bessis « L'arme alimentaire »
Maspero, Paris 1981, page 213

UNE NOUVELLE EDITION DE LA FONDATION JACQUEMOTTE

« Drôle d'agenda » de Jean Blume

176 pages dont 16 pages de photographie

Le passé au présent.

Jean Blume, dont l'engagement de communiste militant ne s'est jamais démenti, nous donne un beau livre riche en souvenirs et de réflexions qui, de sa prime enfance dans le Borinage, ouvrier et campagnard, nous conduit au travers des espoirs du front populaire à la résistance antifasciste, à la douloureuse expérience des camps pour déboucher sur la libération.

Son propos fait d'humanité et de lucidité nous apprend bien des choses sur l'expérience éprouvante des camps où l'homme a mesuré les limites du possible et côtoyé quotidiennement l'horreur. Sans fausse littérature, c'est bien plus qu'un témoignage qu'il nous livre avec franchise et émotion.

Au-delà de l'expérience politique, c'est un message d'humanité, de compréhension et de confiance sans optimisme de commande. A lire passionnément, par les jeunes comme par les aînés.

Pour commander le livre : verser la somme de 300 F (+ 30 F de port) au compte 210-0598341-97 (avec la mention « Drôle d'agenda ») de la Fondation Joseph Jacquemotte, rue des Foulons 40, 1000 Bruxelles T. 02/512.07.04

Les « Cahiers marxistes » sont déposés dans les librairies suivantes :

DU MONDE ENTIER
rue du Midi 162
1000 Bruxelles

CERCLE D'ÉDUCATION POPULAIRE
rue des Deux Eglises 128
1040 Bruxelles

F.N.A.C.
City II, rue Neuve
1000 Bruxelles

LA RABOUILLEUSE
chaussée d'Ixelles 221
1050 Bruxelles

PRESSES UNIVERSITAIRES DE BRUXELLES
av. Paul Héger 42
1050 Bruxelles

LE LIVRE ROUGE
bd Lemonnier 171
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE CORMAN
rue Ravenstein 28-30
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE LEFÈBVRE
rue des Colonies 7-9
1000 Bruxelles

TROPISMES
Galerie des Princes 5-11
1000 Bruxelles

LIBRIS - 44
Passage 44 (bd. Botanique)
1000 Bruxelles

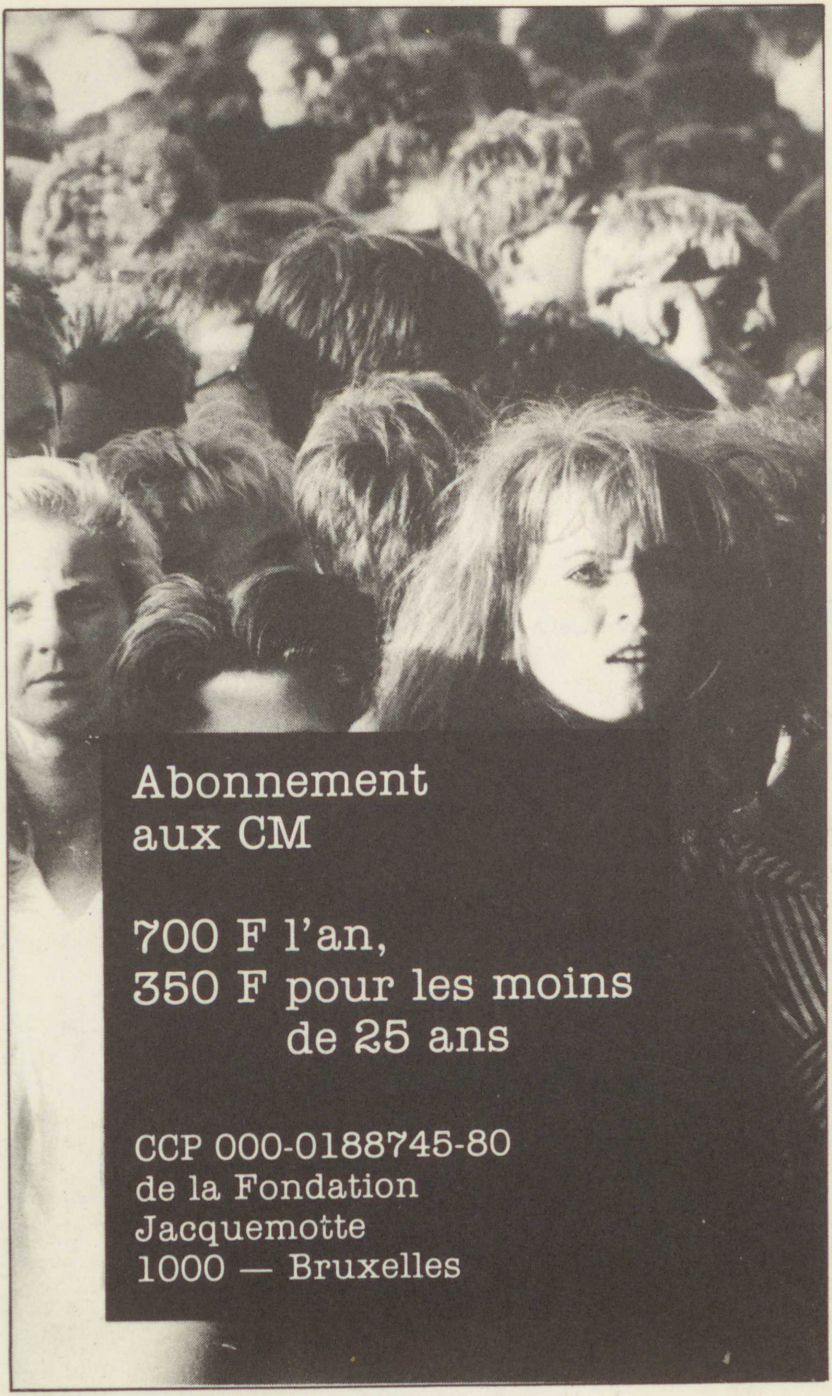
LIBRAIRIE BIBLIO
rue de la Régence 53
4000 Liège

LIBRAIRIE ANDRÉ LETO
rue d'Havré 9
7000 Mons

LIBRAIRIE DÉRIVE
rue des Augustins 17
5200 Huy

CLUB ACHILLE CHAVÉE
rue Hamoir 25
7100 La Louvière

L'ÎLE LETTRÉE
Village du Livre
6914 Redu



Adresse : 20, av. de Stalingrad — 1000 Bruxelles
Téléphone : (02) 512.07.04
CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte

80 F